

CREATIVE ASSOCIATES INTERNATIONAL

INC

## Projet EQUIPE

Equité et Qualité dans l'Enseignement Primaire au Bénin

# VOLET SCOLARISATION DES FILLES (CLIN 2)

Domaine 2 :  
Environnement Socioculturel Amélioré pour  
l'Education des filles

**Rapport Deliverable # 40 :**

**ELEMENTS DE POLITIQUE NATIONALE DE  
SCOLARISATION DES FILLES AU BENIN**

30 juin 2005

*Réseau National pour la Promotion de la Scolarisation des Filles*

*CARE International*

# SOMMAIRE

RESUME.....	2
INTRODUCTION.....	3
I - METHODOLOGIE.....	3
1.1 L'élaboration de l'outil de collecte de données.....	3
1.2 La collecte de données .....	4
1.3 Le dépouillement des fiches de collecte de données.....	5
1.4 La synthèse des données collectées.....	5
1.5 L'atelier d'élaboration d'éléments de politique de scolarisation des filles .....	7
II - DIFFICULTES RENCONTREES .....	8
III - RESULTATS OBTENUS.....	9
IV - PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS.....	13
IV-1 Perspectives .....	13
IV-2 Recommandations .....	14
CONCLUSION.....	14

## RESUME

Le projet Equité et Qualité dans l'Enseignement Primaire (EQUIPE), financé par l'USAID dans le cadre de son appui au gouvernement du Bénin, vise à apporter une assistance technique au Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire (MEPS) pour la poursuite de la réforme de l'éducation primaire amorcée depuis 1991. Le Volet Scolarisation des Filles (SCOFI) qui vise une scolarisation accrue des filles dans les zones cibles comporte deux domaines d'intérêt :

- a) l'Equité/Genre améliorée à l'école et dans la communauté
- b) l'Environnement Socioculturel Amélioré pour l'éducation des filles

Le Bénin a entrepris depuis 1991 la réforme de son système éducatif basée sur la mise en œuvre de quinze (15) plans d'actions dont celui relatif à l'augmentation des chances d'accès et d'équité. Une politique éducative « Accès et Equité » a été conçue à cet effet en 1996. Le gouvernement, les partenaires au développement ainsi que les Organisations Non Gouvernementales ont développé des stratégies et mené des actions pour promouvoir la scolarisation des filles au Bénin. Des progrès ont été certes enregistrés dans le domaine mais, force est de constater la persistance de l'écart entre le taux brut de scolarisation des filles et celui des garçons ce qui classe le Bénin parmi les 25 pays dans lesquels des actions urgentes pour l'accélération de la scolarisation des filles doivent être menées.

Depuis dix ans, l'environnement a évolué et il convient nécessairement de mettre à jour les documents existants et d'élaborer les instruments qui orientent l'action en matière de scolarisation des filles au Bénin. C'est dans cette perspective que s'inscrit l'élaboration du document d'éléments de politique nationale de scolarisation des filles.

Comme il est de coutume dans la démarche d'appui du projet EQUIPE au MEPS dans l'élaboration de tout document, celle-ci a été participative avec pour chef de file la Direction technique du MEPS concerné par le produit à élaborer. C'est ainsi que d'entrée de jeu, la Direction de la Promotion de la Scolarisation a été consultée pour convenir de la méthodologie et de la synergie à mettre en œuvre pour atteindre dans les délais contractuels le résultat attendu.

De l'élaboration des outils de collecte de données à l'atelier d'élaboration en passant par la mission de collecte de données proprement dite, les cadres des directions techniques du MEPS ont été impliqués dans le processus. L'atelier d'élaboration a en outre connu de la participation des cadres du Ministère des Enseignements Techniques et de la Formation Professionnelle (METFP), du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP) et du Ministère de la Famille, de la Protection Sociale et de la Solidarité (MFPSS). Cette dynamique s'inscrit dans la recherche de l'appropriation par le MEPS de tous les acquis de ce processus afin d'en assurer la vulgarisation et en garantir la pérennisation. Signalons tout de même que l'opportunité du recrutement de consultant par le MEPS pour élaborer un document plus général sur la politique nationale de scolarisation des filles au Bénin n'a pas permis la conclusion du processus par un atelier de validation qui était sensé être la phase finale où tous les acteurs apporteraient leur quitus au produit réalisé.

Ainsi donc, le résultat de tout ce processus doit être considéré, comme l'a décidé la rencontre quadripartite du 15 juin 2005 entre le MEPS, l'USAID, le Projet EQUIPE et le RNPSF, comme des éléments de politique nationale de scolarisation des filles à être versés dans un document global de politique nationale de scolarisation des filles lui-même à intégrer dans le plan décennal en cours de finalisation.

## **INTRODUCTION**

En 1996, les statistiques issues du recensement de la population mettaient en évidence la prépondérance de la couche juvénile au Bénin (plus de la moitié de la population avait moins de 20 ans). Cette couche juvénile ne jouissait pas pleinement et équitablement de son droit à l'éducation et à la formation, et la situation défavorisée des filles est mise en relief par l'écart existant entre le taux brut de scolarisation des filles et celui des garçons. C'est dans ce contexte que le Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique (MENRS) à travers son Plan d'Actions « Accès et Equité » a élaboré en Juin 1996 un document de politique éducative spécifique à l'accès et l'équité. Depuis lors, du chemin a été fait, des actions ont été menées mais la réalité reste persistante : la réduction sensible de l'écart entre le taux brut de scolarisation des filles et celui des garçons n'est pas encore une réalité. De l'analyse de la situation et au vue des réalités actuelles, il s'est avéré nécessaire dix ans après de faire l'état des lieux et d'élaborer un nouveau cadre d'orientation des actions en faveur de la scolarisation des filles à la lumière des exigences actuelles qui appellent à une redynamisation des stratégies pour mieux corriger cet écart. Le document d'éléments de politique nationale de scolarisation des filles constituera un maillon important du plan décennal qui orientera les actions dans le secteur de l'éducation au Bénin.

Ce rapport constitue donc un élément de contribution à l'élaboration de la politique nationale de scolarisation des filles qui se veut plus globalisant et représente un résultat pour le Volet Scolarisation des Filles et plus précisément pour le domaine d'intérêt « Environnement Socioculturel Amélioré pour l'Education des Filles ».

Ce rapport prend en compte respectivement la démarche méthodologique suivie au cours du processus, les difficultés rencontrées, les résultats obtenus, les perspectives et les recommandations.

## **I - METHODOLOGIE**

Plusieurs étapes ont été suivies pour conduire le processus ayant abouti aux résultats des éléments de contribution à l'élaboration de la politique de scolarisation des filles au Bénin. Les plus importantes sont l'élaboration de l'outil de collecte de données, la collecte des données, le dépouillement des données collectées, la synthèse des données collectées et l'atelier d'élaboration des éléments de la politique. Le processus initialement amorcé devrait passer par un atelier d'actualisation de la politique existante puis un atelier de validation de la dite politique mais, le recrutement par le MEPS de consultants aux fins d'élaborer la politique de scolarisation nous a ramené à ne tenir qu'un atelier d'élaboration d'éléments de politique qui constitue un document à verser aux consultants pour l'atteinte de leurs objectifs. C'est pour ces raisons que nous venons de mentionner plus haut que le processus n'a pas connu l'atelier de validation.

### **1.1 L'élaboration de l'outil de collecte de données**

Pour amorcer le processus devant aboutir à l'actualisation de la politique de scolarisation des filles, il était nécessaire d'aller à l'écoute d'un échantillon des acteurs du système éducatif pour recueillir d'une part, leurs opinions sur les entraves à la scolarisation des filles, et d'autre part, les approches de solution préconisées par ceux-ci pour inverser la tendance actuelle.

Un outil de collecte de données a été élaboré par le RNPSF puis discuté avec les différents acteurs (MEPS, EQUIPE) identifiés pour participer à la mission de collecte avant d'être finalisé. Il s'agit

d'un outil unique qui renseigne sur l'accès, le maintien et la performance des filles qui sont les principales étapes dans le processus évolutif de la fille à l'école. La validation de cet outil a regroupé le personnel technique du Projet EQUIPE et du RNPSF ainsi que des acteurs des principales directions techniques concernées du MEPS (Direction de la Programmation et de la Prospective, Direction de l'Inspection Pédagogique, Direction de l'Enseignement Secondaire, Direction des Enseignements Maternels, Direction des Enseignement Primaires, Direction de la Promotion de la Scolarisation). Une fois cette validation obtenue, il a été procédé à la constitution des équipes devant parcourir les 35 communes qui ont été identifiées et dans lesquelles l'outil devrait être administré.

L'outil ainsi validé est administré aux différents acteurs du système éducatif selon le niveau auquel on se trouve : des DDEPS aux écoles en passant par les circonscriptions scolaires et autres acteurs de l'école.(Voir fiche de collecte en annexe)

## **1.2 La collecte de données**

Dans le cadre de la mise en œuvre du processus d'actualisation de la politique de scolarisation des filles au Bénin, il a été organisé une mission conjointe (MEPS, RNPSF et EQUIPE) de collecte d'informations dans 35 communes des 12 départements du 14 au 25 février 2005. Toutes les 19 communes de la « zone rouge » du Projet EQUIPE faisait partie de ce groupe, et 16 autres communes affichant de faibles taux de scolarisation des filles ont été ajoutées pour faire en sorte que tous départements soient représenté dans l'échantillon.

En prélude à cette mission, une rencontre d'harmonisation de programme et de discussions sur la méthodologie à adopter dans le cadre de l'actualisation de la politique de scolarisation des filles a eu lieu avec la Direction de la Promotion de la Scolarisation le 1<sup>er</sup> février 2005 dans les bureaux de la DPS au MEPS.

La mission de collecte de données s'est déroulée selon le calendrier et la composition des équipes en annexe.

Les cibles touchées par cette collecte d'informations sont :

- Au niveau du département : les Directeurs Départementaux des Enseignements Primaire et Secondaire (DDEPS), les Chefs Services Organisation et Prévisions Scolaires (C/SOP), les Chefs Services Enseignements Maternel et Primaire (C/SEMP).
- Au niveau de la commune : Les Maires, les Chefs de Circonscription Scolaire, les Conseillers Pédagogiques.
- Au niveau de l'école : 2 écoles par Commune et 1 directeur, 2 enseignants, 3 élèves et 2 parents d'élèves par école.
- En plus de tous ceux-là, les élus locaux, les enseignants syndicalistes, les représentants des groupes religieux ont été entendus. Au total par commune, chaque groupe a eu à échanger en moyenne avec 35 acteurs de l'école sur leur perception de la politique de scolarisation des filles et les actions éventuelles qui pourraient corriger la tendance actuelle.

Cette mission a permis de recueillir des informations dont l'exploitation contribuera à actualiser la politique existante en matière de scolarisation des filles.

### 1.3 Le dépouillement des fiches de collecte de données

Le dépouillement a révélé qu'au total 388 acteurs ont été rencontrés. Leur répartition par catégorie figure dans le tableau en annexe. S'il est vrai qu'au cours de l'administration de l'outil de collecte de données, certains acteurs ignorent l'existence de la politique éducative accès et équité, d'autres par contre ont connaissance de cette politique et ont fait des propositions d'amélioration pour aller dans le sens d'une politique nationale de scolarisation des filles.

Il est apparu dans l'ensemble que les acteurs ont fait l'état des obstacles à l'accès, au maintien et à la performance des filles à l'école, et ont fait des propositions de solution pour les corriger.

Le tableau ci-après présente la synthèse de l'effectif des acteurs rencontrés dans les 35 communes.

**TABLEAU RECAPITULATIF DES ACTEURS RENCONTRES DANS LE CADRE DE LA COLLECTE DE DONNEES**

<i>Département</i>	<b>Atacora Donga</b>	<b>Atlantique Littoral</b>	<b>Borgou Alibori</b>	<b>Mono Couffo</b>	<b>Ouémé Plateau</b>	<b>Zou Collines</b>	<b>TOTAL</b>
<i>Cibles</i>							
<b>DDEPS</b>	1	1	1	1	1	1	6
<b>C/SEMP</b>	2	0	0	0	1	1	4
<b>C/SOSP</b>	1	0	1	1	1	1	5
<b>CCS</b>	6	4	6	3	4	2	25
<b>Syndicats</b>	2	1	1	2	1	0	7
<b>CP/AP</b>	3	4	5	2	4	5	23
<b>Directeurs d'école</b>	15	8	22	6	8	8	67
<b>Enseignants</b>	6	6	37	9	17	14	89
<b>APE</b>	12	4	24	7	15	19	81
<b>Leaders d'opinion</b>	0	2	7	4	0	2	15
<b>Elus locaux</b>	6	4	8	5	4	5	32
<b>Groupes Religieux</b>	2	2	15	5	3	7	34
<b>TOTAL</b>	<b>56</b>	<b>36</b>	<b>127</b>	<b>45</b>	<b>59</b>	<b>65</b>	<b>388</b>

Les tableaux faisant le point des acteurs rencontrés par département figure en annexe.

### 1.4 La synthèse des données collectées

L'analyse des informations collectées auprès des acteurs sur le terrain après dépouillement et synthèse a révélé qu'il existe plusieurs catégories de contraintes à l'accès, au maintien et à la performance des filles à l'école. Des actions ont été proposées pour faire face à ces différents obstacles. De même, la politique adoptée jusque là a eu certes des succès mais aussi des insuffisances.

## **LES CONTRAINTES**

- Contraintes socio-culturelles
- Contraintes économiques
- Contraintes liées au système éducatif

### *CONTRAINTES SOCIO-CULTURELLES*

- Mariage précoce / forcé
- Grossesses précoces/ non désirées
- Internement des filles dans les couvents
- Placement des enfants
- L'exode rural
- Les préjugés rétrogrades (statut social de la femme et de l'homme)
- Ignorance par certains parents de l'importance de la scolarisation des filles

### *CONTRAINTES ECONOMIQUES*

- Faibles revenus financiers de certains parents
- Coût élevé de l'éducation (les coûts directs surtout les cotisations spéciales, les coûts indirects et les coûts d'opportunité)

### *CONTRAINTES LIEES AU SYSTEME EDUCATIF*

- Échecs répétés
- Insuffisance du personnel enseignant
- Insuffisance d'infrastructures d'accueil
- Qualité du personnel enseignant
- Insuffisance et/ou mauvaise gestion des moyens didactiques dans les écoles
- Système biennal d'inscription dans certaines localités
- Ignorance et/ou non application des pratiques de l'Équité / Genre à l'école
- Violences sexuelles sur les filles par des enseignants et élèves garçons indécents
- Quasi-absence d'enseignante en milieu rural
- Grèves répétées

## **SUCCES ENREGISTRES AU TITRE DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS**

Au titre des succès recensés, on peut mentionner entre autres :

- Début d'une prise de conscience de la nécessité d'envoyer et de maintenir les filles à l'école
- Appui à l'encadrement et au suivi des jeunes filles scolarisées par les ONG
- Envoi massif des filles à l'école par certains parents (le taux de scolarisation est en progression)
- Création des foyers des jeunes filles
- Protection de la fille scolarisée par des textes
- Diminution sensible des taux de redoublement dans certaines circonscriptions scolaires

## **INSUFFISANCES AU TITRE DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS**

La politique mise en œuvre a connu quelques insuffisances ; il s'agit surtout de :

- Inexistence de mesures d'accompagnement pour l'exonération du droit d'écolage engendrant de fait de multiples cotisations spéciales à la charge des parents
- Non respect des engagements de l'Etat

- Mauvaise gestion des enseignants contractuels et communautaires
- Mauvaise gestion du processus d'allocation et d'utilisation du matériel didactique
- Restriction de la politique d'exhonoration des filles au Primaire
- Recrutement d'enseignants non qualifiés (communautaires)
- Gel du recrutement de personnel enseignant et encouragement de la contractualisation de l'éducation au Bénin
- Insuffisance d'infrastructures d'accueil

### **ACTIONS/STRATEGIES PROPOSEES**

- Recrutement des enseignants de qualité et en nombre suffisant
- Formation et suivi des enseignants pour la pratique de l'équité en classe et à l'école
- Suivi dans les familles (l'éducateur doit passer s'enquérir des conditions de vie des filles)
- Formation à l'éducation sexuelle dans les écoles et collèges
- Inciter et encourager les candidatures féminines à la fonction enseignante
- Recruter les enseignants du milieu et les former
- Alléger les dépenses en éducation
- Mettre en place les infrastructures d'accueil
- Rendre effective la gratuité de l'école (interdire toute souscription qui pourra donner raison à la maman de garder sa fille à la maison)
- Mettre les filles au contact des femmes modèles pour des échanges
- Créer des opportunités de motivation au profit des filles élèves (rencontre d'échange avec des femmes de référence)
- Vulgariser et appliquer les textes sur la violence exercée sur la fille en milieu scolaire
- Prise en charge des frais de scolarité des élèves de parents démunis
- Organiser régulièrement des compétitions féminines entre les écoles (sport, littérature, etc.)
- Multiplier le nombre de foyers de jeunes filles
- Encourager le système de tutorat /répétitorat dans les villages
- Créer une caisse de sécurité sociale aux filles endurentes ayant obtenu le BEPC pour les aider à poursuivre les études
- Créer un cadre d'accueil et d'encadrement des filles par commune
- Faire la promotion des femmes cadres du milieu même si elles vivent dans d'autres communes
- Insister sur la collaboration entre parents et enseignants
- Bien suivre le recrutement dans les foyers des jeunes filles
- L'État doit mettre en place toutes les mesures d'accompagnement
- Prise en charge intégrale de la scolarisation des filles jusqu'à un certain âge (à déterminer)
- Encourager chaque commune à inscrire dans son plan de développement, des actions à mener pour promouvoir l'accès et le maintien des filles à l'école
- Sanctionner les parents qui s'opposent à la scolarisation de leurs filles

### **1.5 L'atelier d'élaboration d'éléments de politique de scolarisation des filles**

L'étape qui a suivi la mission et la synthèse des données collectées a été l'organisation d'un atelier en vue d'exploiter lesdites données pour procéder à l'élaboration d'éléments d'une politique nationale de scolarisation des filles. Cette rencontre a regroupé les acteurs qui ont participé à la mission de collecte de données élargis aux services techniques du Ministère de la Famille de la Protection Sociale et de la Solidarité (MFPSS), du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP) et du Ministère de l'Enseignement Technique et de la

Formation Professionnelle (METFP). Ledit atelier s'est déroulé du 18 au 22 avril 2005 au Centre Saint Jean Eudes à Atrokpocodji.

L'objectif initialement visé par cet atelier était de procéder à l'actualisation du document de politique éducative accès et équité à la lumière des informations et des suggestions collectées sur le terrain pour en faire la politique nationale de scolarisation des filles.

Mais l'ouverture de l'atelier a été marquée par un préalable et une clarification de la Directrice de la Promotion de la Scolarisation. Elle a tout d'abord soulevé l'incompétence de cet atelier quant à l'objectif qu'il s'était assigné et rappelé plus haut. Après avoir rappelé la responsabilité du MEPS en matière d'élaboration de politique, elle a précisé que tout au plus cette rencontre peut proposer au Ministère des éléments pouvant être pris en compte par le MEPS qui, dans sa démarche, a retenu commettre un consultant à la mission d'élaborer la politique nationale de scolarisation des filles.

A l'issue de cette clarification, la reformulation des objectifs de l'atelier est intervenue et s'articule autour des points suivants :

- Partage de la synthèse des informations collectées sur le terrain,
- Toilettage du document existant,
- Transmission de tous les travaux entrepris et des rapports élaborés au MEPS pour servir d'éléments de base pour l'élaboration par des consultants de la politique de scolarisation des filles au Bénin

Après cette révision des objectifs de l'atelier, les participants ont réapprécié le travail à faire pour mieux le planifier. A l'issue de cette réorientation, des travaux de groupe et des séances plénières ont été les stratégies adoptées pour conduire les travaux de l'atelier.

En plénière, les participants ont eu droit à la présentation de la synthèse des données collectées et à des débats journaliers sur le contenu du document de politique. Les travaux de groupe ont été consacrés à la revue documentaire et à la formulation des ébauches de modification à apporter au document aussi bien dans le fond que dans la forme.

## **II - DIFFICULTES RENCONTREES**

La principale difficulté rencontrée dans ce processus reste la compréhension et l'acceptation de notre mission d'appui technique au niveau du MEPS.

En effet, le projet EQUIPE vient en appui au MEPS dans la mise en œuvre de la réforme du système éducatif béninois et accompagne le RNPSF dans sa réforme institutionnelle et l'amélioration de l'environnement socioculturel pour la scolarisation des filles. Des rencontres ont toujours été organisées avec les directions techniques du MEPS (et avec le MEPS comme chef de file) pour conduire les processus ayant aboutis à la production des précédents résultats et la mise en œuvre des actions. Concernant le présent résultat, la rencontre du 1<sup>er</sup> février 2005 à la DPS a regroupé les responsables des volets SCOFI/CVC, le personnel technique du RNPSF, le Chef du projet EQUIPE, la Directrice de la Promotion de la Scolarisation et son adjointe. Au cours de cette rencontre, les participants ont convenu, après exposé des deux stratégies préalablement envisagées de part et d'autre, de trouver une passerelle pour assurer

la convergence des démarches afin de sortir dans les délais contractuels le « deliverable » attendu pour juin 2005.

Mais force est de constater qu'au fil du temps, la formulation de certains résultats renfermant le vocable « Politique » (exemple de l'actualisation de la politique de scolarisation des filles) nous ont mis dans une situation « conflictuelle » avec le MEPS qui croit voir ses prérogatives lui échapper. Tel fut le cas lors de l'atelier qui devrait initialement travailler à l'actualisation de la politique de scolarisation des filles et au cours duquel la Directrice de la Promotion de la Scolarisation a soulevé l'incompétence de cet atelier par rapport à l'élaboration de politique. C'est cette incompétence soulevée qui a amené l'atelier à changer la formulation du résultat attendu (élaboration d'éléments de politique de scolarisation des filles au lieu d'actualisation de politique de scolarisation), ce qui a débouché sur la non tenue de la validation du document élaboré pour lui conférer force exécutoire. Le statut du document existant d'accès et d'équité (de 1996) posait aussi un problème, certaines pensant que ce document tenait lieu de politique nationale de scolarisation de filles et d'autres soutenant le thèse que ce n'est qu'un document sur l'accès et l'équité. Il convient de préciser ici qu'une réunion tenue le 15 juin 2005 entre le MEPS, l'USAID, le Projet EQUIPE et le RNPSF a permis de clarifier la situation en précisant le langage à adopter par tout le monde concernant le produit que devait rendre le Projet EQUIPE à l'USAID, et cette consultation a ainsi mis fin à l'idée d'une situation de conflit.

### **III - RESULTATS OBTENUS**

Le processus mis en place a permis d'obtenir un premier résultat qui est l'appréciation des acteurs consultés sur les différentes activités qui ont été entreprises dans le domaine de la scolarisation des filles.

Cette appréciation, après avoir relevé les atouts et les insuffisances des différentes actions entreprises dans le cadre de la scolarisation des filles a formulé des stratégies dont la mise en œuvre selon le contexte, devraient contribuer sensiblement à l'amélioration de l'impact de cette volonté de voir plus de filles accéder à l'éducation, y être maintenues et obtenir de meilleures performances.

Cette appréciation se trouve résumée dans le tableau ci-après

## Appréciation de la politique et proposition d'actions/stratégies par les acteurs

SUCCES	ECHECS	ACTIONS / STRATEGIES
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Début d'une prise de conscience de la nécessité d'envoyer et de maintenir les filles à l'école</li> <li>• Appui à l'encadrement et au suivi des jeunes filles scolarisées par les ONG</li> <li>• Envoi massif des filles à l'école par les parents (le taux de scolarisation est en progression)</li> <li>• Création des foyers des jeunes filles</li> <li>• Protection de la fille scolarisée par des textes</li> <li>• Diminution sensible des taux de redoublement dans certaines circonscriptions scolaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Inexistence de mesures d'accompagnement pour l'exonération du droit d'écolage engendrant de fait de multiples cotisations spéciales à la charge des parents</li> <li>• Non respect des engagements de l'Etat : gestion des enseignants contractuels et communautaires, mise à disposition du matériel didactique</li> <li>• Restriction de la politique de scolarisation des filles au primaire</li> <li>• Recrutement d'enseignants non qualifiés (communautaires)</li> <li>• Gel du recrutement de personnel enseignant et encouragement de la contractualisation de l'éducation au Bénin</li> <li>• Insuffisance d'infrastructures d'accueil</li> <li>• Manque de matériels didactiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Recrutement des enseignants de qualité et en nombre suffisant</li> <li>• Formation et suivi des enseignants pour la pratique de l'équité en classe et à l'école</li> <li>• Suivi dans les familles (l'éducateur doit passer s'enquérir des conditions de vie des filles)</li> <li>• Formation à l'éducation sexuelle dans les écoles et collèges</li> <li>• Inciter et encourager les candidatures féminines à la fonction enseignante</li> <li>• Recruter les enseignants du milieu et les former</li> <li>• Alléger les dépenses en éducation</li> <li>• Mettre en place les infrastructures d'accueil</li> <li>• Rendre effective la gratuité de l'école (interdire toute souscription qui pourra donner raison à la maman de garder sa fille à la maison)</li> <li>• Mettre les filles en contact des femmes modèles pour des échanges</li> <li>• Créer des opportunités de motivation au profit des élèves filles (rencontre d'échange avec des femmes de référence)</li> <li>• Vulgariser et appliquer les textes sur la violence exercée sur la fille en milieu scolaire</li> <li>• Prise en charge des frais de scolarité des élèves des parents démunis</li> <li>• Organiser régulièrement des compétitions féminines entre les écoles (sport, littérature etc.)</li> <li>• Multiplier le nombre de foyers de jeunes filles</li> <li>• Encourager le système de tutorat répétitorat dans les</li> </ul>

		<p>villages</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Créer une caisse de sécurité sociale aux filles endurentes ayant obtenues le BEPC pour les aider à poursuivre les études</li> <li>• Créer un cadre d'accueil et d'encadrement des filles par commune</li> <li>• Faire la promotion des femmes cadres du milieu même si elles vivent dans d'autres communes</li> <li>• Insister sur la collaboration entre parents et enseignants</li> <li>• Bien suivre le recrutement dans les foyers des jeunes filles</li> <li>• L'Etat doit mettre en place toutes les mesures d'accompagnement au fonctionnement de ces foyers</li> <li>• Prise en charge intégrale de la scolarisation des filles jusqu'à un certain âge (à déterminer)</li> <li>• Instruire chaque commune à inscrire dans son plan de développement, des actions à mener pour promouvoir la scolarisation et le maintien des filles à l'école.</li> <li>• Sanctionner les parents qui s'opposent à la scolarisation de leurs filles</li> </ul>
--	--	---

## **Le document d'éléments de politique nationale de scolarisation des filles**

Les travaux de l'atelier ont abouti à l'élaboration d'un document d'éléments de politique nationale de scolarisation des filles au Bénin qui s'articule autour du plan ci-après :

### **Introduction**

#### **I - Contexte et justification**

##### I.1 – Contexte

- Mondial
- Africain
- Béninois (Cadre législatif et institutionnel)

##### I.2 - Justification

#### **II – Diagnostic**

##### II.1 – Education préscolaire

##### II.2 – Education de base

- Enseignement primaire
- Enseignement secondaire général
- Enseignement secondaire technique et professionnel
- Enseignement spécialisé

##### II.3 – Education non formelle

##### II. 4 - Atouts

##### II.5 – Contraintes

#### **III – Eléments de politique**

##### III.1 – Principes

##### III.2 – Objectifs

##### III.3 – Stratégies

##### III.4 – Mise en œuvre

##### III.5 – Suivi et évaluation

- Suivi
- Evaluation

### **Conclusion**

## **IV – Plan d’exécution**

L’atelier, après avoir défini le plan du document, s’est évertué à ébaucher les modifications qui s’imposent pour le rendre conforme à l’esprit du consensus dégagé par les participants. Ce document, après avoir situé le contexte de la scolarisation et justifié la nécessité de l’existence d’une politique dans le domaine, a fait le diagnostic de l’éducation formelle et non formelle. Il a ensuite, à partir des atouts et des contraintes, défini les principes, les objectifs et les stratégies, éléments de base de la politique.

Le contexte et la justification en s’inspirant de l’évolution intervenue depuis lors tant sur le plan mondial, africain que béninois ont resitué l’environnement institutionnel et législatif dans lequel se trouve la problématique de la scolarisation des filles au Bénin et les motifs d’une nécessaire remise en cause des stratégies d’alors.

Ensuite dans un diagnostic qui a pris en compte les réalités actuelles de l’organisation du système éducatif béninois (éducation préscolaire, éducation de base et éducation non formelle) puis apprécié les atouts et les contraintes de cette structuration a débouché sur les éléments de politique proprement dits. La prise en considération desdites modifications et l’exploitation des statistiques actuelles ont permis d’obtenir le document d’éléments de politique nationale de scolarisation des filles qui figure en annexe.

## **IV - PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS**

### **IV-1 Perspectives**

Le MEPS dispose d’éléments de politique de scolarisation des filles. Ces éléments judicieusement exploités doivent permettre d’aller à l’élaboration de la politique nationale de scolarisation des filles. Cette politique doit être validée et vulgarisée afin de situer les différents acteurs de terrain sur le nouveau cadre dans lequel doivent s’inscrire leurs actions au profit de la scolarisation des filles au Bénin.

C’est à cette condition qu’on peut espérer une meilleure coordination des différentes interventions sur le terrain au profit de la cause de la scolarisation en général et plus précisément celle des filles. Ce document demeure l’un des maillons essentiels du plan décennal et c’est en assurant une interaction active et efficace entre ces différents maillons que la problématique de la scolarisation des filles sera mieux gérée.

Le consensus de la rencontre du 15 juin 2005 libère, dans une certaine mesure, le Projet EQUIPE de son obligation de conduire le processus d’élaboration de politique jusqu’à sa validation et met le MEPS devant une responsabilité importante qui est de conduire à terme, avec l’aide des consultants, l’élaboration et la validation de la politique nationale de scolarisation des filles au Bénin. Le Projet EQUIPE accompagnera le MEPS dans ce processus jusqu’à la fin de sa mission au Bénin.

## **IV-2 Recommandations**

La principale recommandation qui se dégage de ce processus vise à attirer l'attention du MEPS sur la nécessité de finaliser au plus tôt la politique nationale de scolarisation des filles, de la vulgariser afin de situer les différents acteurs sur ce que sont les perspectives et la priorité du gouvernement dans ce domaine. A cet effet, il convient :

- d'impliquer tous les acteurs dans la finalisation d'une politique réaliste et pertinente
- d'élaborer un plan à court et moyen terme avec une définition d'actions précises devant permettre à tout un chacun d'envisager l'accompagnement qu'il peut mettre en place pour appuyer le Ministère dans la concrétisation de la nouvelle dynamique
- de prendre en compte la politique dans la finalisation du plan décennal.

## **CONCLUSION**

Le RNPSF a conduit le processus d'élaboration d'éléments de politique nationale de la scolarisation des filles à partir du document de politique éducative accès et équité élaborée en 1996 par le MENRS avec l'appui de l'USAID et de l'UNICEF, en ajoutant d'importantes activités de recherches sur le terrain. Ces éléments constituent une contribution importante à l'élaboration de la politique nationale de scolarisation des filles à mettre en œuvre au Bénin.

Le Projet EQUIPE vient de jouer sa partition dans ce processus qui devrait aboutir à la définition de la nouvelle politique de scolarisation des filles au Bénin. Ainsi, le Projet EQUIPE a appuyé le MEPS dans l'élaboration de ce qu'il est convenu d'appeler «les éléments de politique nationale de scolarisation des filles». Le MEPS doit maintenant travailler à la finalisation de cette politique et à la définition d'un plan de mise en œuvre qui doit sous-tendre ladite politique. Le projet EQUIPE et le RNPSF restent disposés à apporter leurs contributions à tout ce qui serait initié pour développer concrètement la scolarisation des filles.

- Annexes :**
1. Document d'éléments de politique nationale de scolarisation des filles
  2. Fiche de collecte de données
  3. Calendrier et équipes de la mission de collecte de données
  4. Point des acteurs rencontrés par département
  5. Rapport général de l'atelier
  6. Rapports des travaux de groupe
  7. Liste des participants à l'atelier

*Annexe 1 : Document d'éléments de politique nationale de scolarisation des filles*

REPUBLIQUE DU BENIN

- :: - :: - ::

Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire

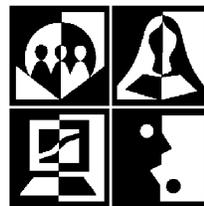
- :: - :: - ::

Réseau National pour la Promotion de la Scolarisation des Filles

## ELEMENTS DE POLITIQUE NATIONALE POUR LA SCOLARISATION DES FILLES AU BENIN



MEPS



PROJET EQUIPE



USAID

## SOMMAIRE

INTRODUCTION	2
I- JUSTIFICATION ET CONTEXTE	3
1-1- JUSTIFICATION	3
1-2- CONTEXTE	6
○ MONDIAL	6
○ AFRICAIN	8
○ BENINOIS (cadre législatif et institutionnel)	8
II- DIAGNOSTIC	10
2- 1 EDUCATION FORMELLE	10
2-1- 1 EDUCATION PRESCOLAIRE	10
2-1- 2 EDUCATION DE BASE	11
• ENSEIGNEMENT PRIMAIRE	11
• ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL	15
• ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL	16
• ENSEIGNEMENT SPECIALISE	17
2- 2 EDUCATION NON FORMELLE	17
2- 3 ATOUS	18
2- 4 CONTRAINTES	18
III- ELEMENTS DE POLITIQUE	21
3- 1 PRINCIPES	21
3- 2 OBJECTIFS	22
3- 3 STRATEGIES	22
3- 4 MISE EN ŒUVRE	24
3- 5 SUIVI ET EVALUATION	24

## INTRODUCTION

En ce début du troisième millénaire, la volonté de préserver les précieux acquis en matière d'éducation des filles et des femmes et de faire face aux contraintes contemporaines, demeure une préoccupation permanente des peuples et des nations. A cet effet, la déclaration de Jomtien de 1990 a mis un accent particulier sur l'éducation des filles et des femmes en tant que priorité la plus pressante dans la poursuite des objectifs de l' Education Pour Tous (EPT). Pourtant en 2005, « un milliard d'enfants subissent encore dans le monde une ou plusieurs formes de privations graves parmi lesquelles la privation d'éducation. En effet, plus de 140 millions d'enfants des pays en développement (13% des enfants âgés de 7 à 18 ans) ne sont jamais allés à l'école. Ce taux est de 32% pour les filles en Afrique subsaharienne, où 27% des garçons ne sont pas non plus scolarisés. »<sup>1</sup>

Selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2002, « Au Bénin, 2 enfants sur 5 âgés de 6 -14 ans n'ont jamais mis pied à l'école. Un peu plus d'un enfant sur trois est exclu du système éducatif. Près d'une fille sur 2 âgée de 6 – 14 ans est exclue du système scolaire contre 3 garçons sur 10 du même groupe d'âge .»<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> La Situation des Enfants dans le Monde 2005 p. 20 et 22

<sup>2</sup> RGPH3 Synthèse des Analyses p. 26

## I- JUSTIFICATION ET CONTEXTE

### 1-1 JUSTIFICATION

Les statistiques les plus récentes mettent en évidence la prépondérance de la couche juvénile au Bénin où plus de la moitié de la population a moins de 20 ans. Les mêmes données établissent que cette jeunesse ne jouit pas encore pleinement et équitablement de son droit à l'éducation et à la formation.

C'est ainsi que, pour l'année scolaire 2003-2004, le taux brut de scolarisation est de **96,38%**. Cette moyenne nationale dissimule des disparités entre les sexes, entre les régions, entre zones urbaines et rurales, entre les différents groupes socioculturels.

Or l'éducation et la formation constituent un investissement essentiel qui conditionne la mise en valeur de toutes les potentialités du pays. En effet, il est démontré que l'école, en dépit de toutes les insuffisances qu'elle présente encore aujourd'hui, développe chez les enfants scolarisés des aptitudes utiles pour leur vie et pour le développement de la nation.

L'insuffisance du développement de l'éducation et la forte déperdition scolaire entraînent des conséquences graves pour toute la nation. En effet, l'impact de l'éducation sur le bien – être des familles et de la société en général est à la fois multidimensionnel et complexe. Des études ont démontré que les pays qui investissent dans l'éducation connaissent une productivité économique accrue, une mortalité maternelle et infantile moindre, un développement social plus équitable et plus durable.

Il a été également démontré que les bénéfices de l'éducation des filles et des femmes sont très importants en raison du rôle multiforme qu'elles jouent dans la société.

#### Avantages de la scolarisation des filles dans le domaine de l'éducation

Ce sont les mères qui transmettent une grande partie des valeurs et des normes de comportement qui prévalent dans la société. Non scolarisées, elles risquent de transmettre inconsciemment à leurs enfants une image négative des femmes et développer des sentiments d'infériorité chez leurs filles.

Un faible taux de participation des filles à l'enseignement primaire et un écart significatif entre les sexes ne peuvent permettre à un pays d'atteindre l'éducation universelle d'ici à l'an 2015. Or le Bénin est le deuxième pays au niveau mondial qui affiche les plus fortes disparités dans les taux de scolarisation par sexe. Le rôle éducatif de la mère est essentiel dans la stimulation de l'intelligence de l'enfant et la mère scolarisée a plus de facilité pour créer un environnement stimulant et de qualité.

L'accès des filles à l'école et leur réussite sont fortement influencés par le niveau d'instruction de leurs mères. Les mères instruites portent un plus grand intérêt aux études de leurs filles que les mères non instruites et elles ont tendance à les encourager davantage dans leurs études.

### Avantages de la scolarisation des filles dans le domaine de la productivité économique

Les études ont montré que :

- ❖ Il existe une corrélation positive entre les taux de scolarisation des filles et le Produit National Brut (PNB) par habitant.
- ❖ L'analphabétisme et le manque de connaissance en matière de gestion et d'organisation des activités placent l'homme ou la femme mais plus encore la femme, en situation de dépendance en réduisant sa productivité.
- ❖ L'instruction permet de passer d'un rôle de main d'œuvre passive à celui de producteur responsable. L'éducation change l'aptitude et la volonté des femmes à entrer sur le marché du travail. Elle facilite l'accès au crédit et à la formation professionnelle pour les femmes qui travaillent à leur propre compte ou appartiennent au secteur informel. Meilleur rendement et bonne gestion des revenus en sont les conséquences. L'éducation des filles accroît leurs chances de trouver un emploi, du fait de leurs qualifications et de leur capacité à apprendre de nouvelles méthodes.
- ❖ En tant que principales productrices de biens domestiques, les femmes, grâce à leur éducation, accroissent la production de biens non marchands et sont plus averties dans leurs choix de consommatrices.

En conséquence, la formation des jeunes filles et des femmes est un facteur d'accroissement des revenus et d'épanouissement de toute la famille.

### Avantages de la scolarisation des filles dans le domaine du développement social

L'enseignement / apprentissage permet aux filles d'acquérir des connaissances et des compétences qu'elles peuvent plus tard utiliser pour la santé de leur famille : l'instruction des mères a un effet positif considérable sur la survie et le développement des enfants. Une mère instruite élève ses enfants dans de meilleures conditions de santé, elle les expose à de moindres risques de maladie et augmente leurs chances de survie en les nourrissant mieux et en les faisant vacciner. Selon les résultats du dernier recensement (RGPH 2002), le risque de mourir avant un an est très élevé chez les enfants dont les mères ont le niveau primaire: 48,7 pour 1000 contre 27,3 chez ceux dont les mères ont un niveau secondaire et plus. Quant au risque de mourir avant le 5ème anniversaire, il est de 100,2 pour 1000 chez les enfants de mères non instruites contre 87,5 chez les enfants de mères ayant le niveau primaire et 53,1 chez les enfants de mères ayant le niveau secondaire et plus.

Toutes les études prouvent qu'un certain niveau d'instruction conduit les femmes à un désir plus affirmé de planifier les naissances. De même, la poursuite des études retarde l'âge au mariage et à la première grossesse. Au total, un taux élevé de scolarisation des filles permet la réduction du taux de fécondité. En effet, une femme de niveau secondaire et plus a plus de chance d'être informée sur les méthodes modernes de contraception (99,5%) que les femmes non instruites (89,2%) . Une femme du niveau secondaire ou plus, a trois fois plus de chance d'utiliser une méthode moderne de contraception (19,7%) que la femme non instruite (5,3%) et deux fois plus que la femme du niveau primaire (8,9%).

L'éducation des filles est une condition nécessaire aux efforts de développement durable : elle sensibilise les femmes aux initiatives de développement et les prépare à prendre en charge leur développement et celui de leur milieu.

## Avantages de la scolarisation des filles dans le domaine de l'équité sociale

L'éducation des femmes reste le moyen le plus efficace pour instaurer des rapports égalitaires dans la famille et dans la société. Elle leur permet de :

- ❖ mieux assumer leurs responsabilités civiques ;
- ❖ connaître, défendre et exercer leurs droits ;
- ❖ avoir confiance en elles – mêmes et participer au processus de prise de décision à tous les niveaux de la société.

Enfin il faut surtout éduquer les femmes pour elles – mêmes, car le droit de la femme à se réaliser pleinement en tant qu'être humain demeure un des objectifs principaux de son éducation.

**Il est donc nécessaire de définir une politique nationale de promotion de la scolarisation des filles. Cette politique vise à réduire les principales inégalités, en particulier la plus flagrante : celle qui existe entre les filles et les garçons. C'est à ce seul prix que l'éducation au Bénin pourra atteindre les objectifs de l'éducation pour tous, tels qu'ils ont été définis dans les diverses déclarations qui ont sanctionné conférences et sommets internationaux auxquels le Bénin a participé.**

### **1.2 CONTEXTE**

#### **1.2.1. CONTEXTE MONDIAL**

La déclaration mondiale sur l'éducation pour tous adoptée lors de la conférence mondiale de Jomtien 1990, réaffirme que : « toute personne (enfant, adolescent ou adulte) doit pouvoir bénéficier d'une formation conçue pour répondre à ses besoins éducatifs fondamentaux ».

Parmi les objectifs fixés par le Sommet Mondial pour les enfants (New York 1990) figurent la généralisation de l'enseignement de base pour tous les enfants et l'achèvement pour au moins 80% d'entre eux du cycle primaire ainsi qu'un accès égal à l'éducation pour les femmes et les hommes.

La Convention des droits de l'enfant, que le Bénin fut l'un des premiers pays africains à ratifier en 1990, proclame le droit à l'éducation pour tout enfant. L'article 28 prévoit que les états partis prennent des mesures

pour encourager la régularité de la fréquentation scolaire et la réduction des taux d'abandon scolaire. De même, l'objectif 3 du Millénaire pour le Développement (OMD) met l'accent sur la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Le déséquilibre caractérisant les possibilités d'éducation offertes aux filles est un défi que toute la planète se propose de relever. Au plan international, la volonté politique d'engager la lutte à travers le monde pour atteindre l'objectif d'équité s'est traduite dans la déclaration de la cinquième conférence mondiale sur les femmes (Beijing 1995) et réaffirmée à Beijing + 10 à New-York.

Le Forum tenu à Dakar en 2000 sur l'Education Pour Tous a abouti à un Cadre d'Action qui établit six (6) objectifs éducationnels fondamentaux et propose douze (12) stratégies. Parmi les 6 objectifs du Cadre d'Action de Dakar, on peut citer entre autres :

- ❖ faire en sorte que d'ici à 2015 tous les enfants, notamment les filles, les enfants en difficultés et ceux appartenant à des minorités ethniques, aient la possibilité d'accéder à un enseignement primaire obligatoire et gratuit de qualité et de le suivre jusqu'à terme ;
- ❖ éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici à 2005 et instaurer l'égalité dans ce domaine en 2015 en veillant notamment à assurer aux filles un accès équitable et sans restriction à une éducation de base de qualité avec les mêmes chances de réussite.

Les Ministres chargés de l'éducation, réunis à Ouagadougou le 24 juin 2003 pour le lancement de l'Initiative « 25 pour 2005 » d'Éducation des Filles ont déclaré solennellement leur engagement pour l'accélération de l'éducation des filles. Ils ont pris l'engagement de:

- ❖ soutenir l'Initiative « 25 pour 2005 » à travers une intensification des efforts en faveur de l'éducation des filles dans leurs pays;
- ❖ maximiser l'accès des filles à l'école d'ici 2005, d'assurer leur maintien, leur performance et le parachèvement de leur éducation de base ;
- ❖ élaborer et de mettre en œuvre des politiques et stratégies d'Accélération de l'Éducation des Filles dans leurs pays ;

Ils ont lancé un appel à tous les acteurs – autorités politiques, partenaires du développement, chefs traditionnels et religieux,

représentants de la société civile et du secteur privé, familles, communautés de base et enfants – à se mobiliser en faveur de l'éducation des filles.

### 1.2.2. CONTEXTE AFRICAIN

La priorité à donner à l'éducation des filles a été réaffirmée lors de la conférence des Ministres de l'Education et de la Planification d'Afrique (MINEDAF VI, Dakar 1991).

La conférence internationale sur l'assistance aux enfants africains (ICAAC, Dakar 1992) a mis un accent particulier sur la suppression des disparités au niveau régional en matière d'éducation de base, l'accent étant mis sur la petite fille, l'accès pour tous à l'enseignement primaire, l'amélioration de la formation des enseignants, de leurs conditions de travail et leur supervision.

La conférence panafricaine sur l'éducation des filles, tenue à Ouagadougou en 1993 a tracé des lignes d'action clairement définies pour attirer et retenir les filles dans le système scolaire.

La cinquième conférence régionale sur les femmes (Dakar 1994) a fait de l'éducation des filles une responsabilité sociale et un instrument essentiel de la promotion des femmes et de leur pleine participation sur un pied d'égalité dans tous les domaines de la vie sociale.

La revue à mi-décennie des progrès vers l'éducation pour tous, qui s'est tenue à Yaoundé en 1996, a rappelé que, malgré les efforts réalisés depuis 1990 par certains pays dont le Bénin, les filles demeuraient souvent les laissées-pour-compte de l'éducation.

### 1.2.3. CONTEXTE BENINOIS

#### **A- Cadre législatif**

La Constitution de la République proclame solennellement l'attachement des peuples béninois aux principes et idéaux garantissant les droits et libertés de chaque citoyen. Les articles 9, 13 et 26 en particulier, réaffirment que :

- ❖ tout être humain a droit au développement et au plein épanouissement de sa personne ;
- ❖ l'enseignement primaire est obligatoire

❖ l'homme et la femme sont égaux en droit.

Le Bénin s'est engagé depuis quelques années dans une politique de réforme de l'éducation nationale, qui s'appuie sur les résultats des Etats Généraux de l'Education (1990) et sur la « Déclaration de Politique Educative et de stratégie sectorielle » (1991). Parmi les grands axes de la politique définis dans ce document, l'égalité des chances pour tous occupe une place privilégiée. Il est précisé qu' « étant donné le faible taux de scolarisation des filles, des efforts particuliers seront déployés pour son accroissement ».

C'est dans cet esprit, que le gouvernement béninois a depuis la rentrée 1993-1994 décidé de l'exonération des contributions scolaires des filles des zones rurales, la création de foyers de jeunes filles (1996 - 1997), la création du lycée militaire de jeunes filles en 2000.

Dans le programme national d'action en faveur de la femme et de l'enfant, adopté en 1994, un accent particulier a été mis sur la réduction des disparités dans l'éducation entre les garçons et les filles.

Le plan d'action nationale de l'Education Pour Tous (EPT) adopté en 2004 a mis un accent particulier sur l'éducation des filles.

La Loi 2003-17 du 17 octobre 2003 portant orientation de l'éducation nationale en République du Bénin en ses articles 3, 5, 6 et 12 prône l'égalité de tout enfant dans la jouissance des droits à l'éducation. L'article 3 notamment stipule : « l'école doit permettre à tous d'avoir accès à la culture, à la science, au savoir, au savoir-faire et au savoir être. Une plus grande attention doit être accordée à l'éducation des jeunes filles, des personnes et enfants en situation difficile, des enfants des zones déshéritées et des groupes vulnérables. »

L'équité exige en effet que tout enfant, quels que soient son sexe, sa religion, sa région, son handicap, doit pouvoir accéder à l'éducation et bénéficier d'un niveau d'instruction satisfaisant.

Ces considérations ont amené le gouvernement béninois à adopter une lettre de politique éducative (mars 2005).

## **B- Cadre institutionnel**

Trois ministères ont en charge l'éducation nationale au Bénin :

- 1- le Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire ;
- 2- le Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle ;
- 3- le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.

Ces trois ministères encadrent les différents ordres d'enseignements :

- Enseignement maternel et enseignement primaire ;
- Enseignement secondaire général ;
- Enseignement secondaire technique et professionnel ;
- Enseignement spécialisé ;
- Enseignement supérieur.

L'enseignement primaire et le premier cycle de l'enseignement secondaire constituent l'éducation de base.

## **II- DIAGNOSTIC**

**Le** diagnostic portera sur l'éducation formelle et l'éducation non formelle.

### **2- 1 EDUCATION FORMELLE**

La présentation à ce niveau se focalise sur l'enseignement préscolaire et l'éducation de base. L'éducation de base comprend l'enseignement primaire, le premier cycle de l'enseignement secondaire général, technique et professionnel et l'enseignement spécialisé.

#### **2-1-1 Enseignement Préscolaire**

L'enseignement préscolaire reçoit les enfants de 3 à 5 ans pour les préparer à l'entrée à l'enseignement primaire. Au cours de l'année scolaire 2003-2004, cet ordre d'enseignement a enregistré 22.022 élèves dont 10.824 filles.

## 2-1-2 Education de base

### • **ENSEIGNEMENT PRIMAIRE**

L'évolution des effectifs de 1990 à 2004 rend compte des efforts faits dans ce domaine<sup>3</sup>

<b>Années</b>	<b>Garçons</b>	<b>Filles</b>	<b>TOTAL</b>
1990	276.441	141.831	418.272
1995	435.442	242.458	677.900
2000	559.122	381.150	940.272
2004	754.987	564.661	1.319.648

Entre 1990 et 2004, l'effectif des garçons a été multiplié par **2,73** et celui des filles par **3,98**.

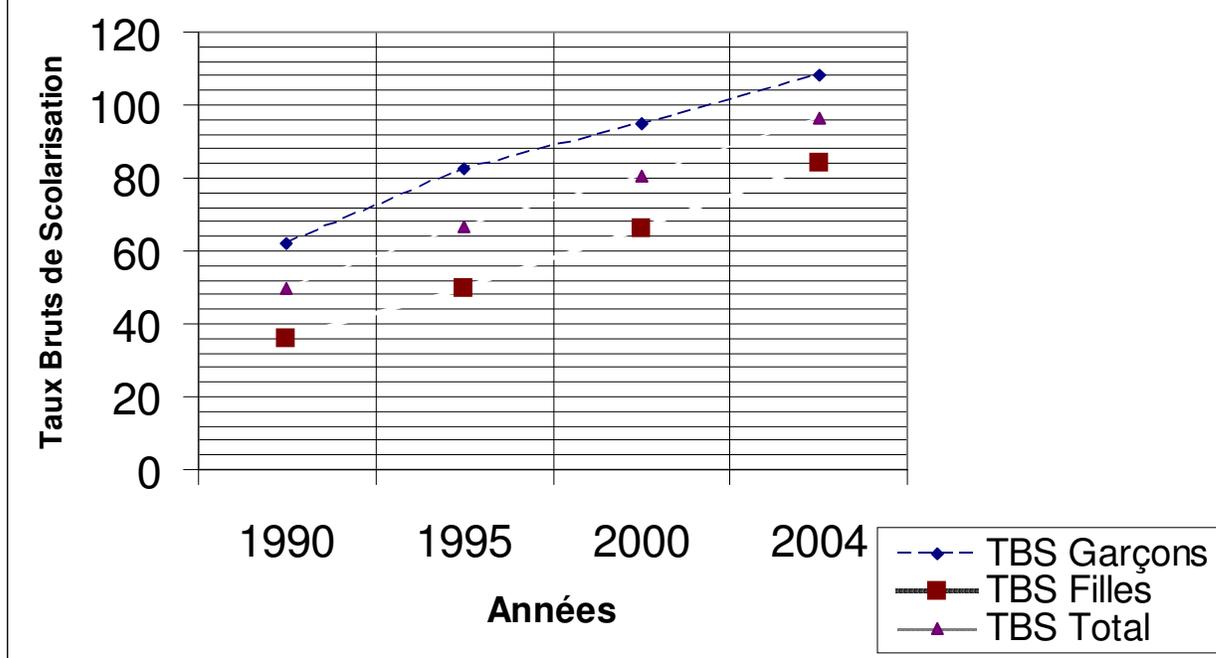
D'une manière générale, des efforts ont été fournis avec succès, pour accroître les taux de scolarisation. Néanmoins les disparités entre sexes persistent comme le montrent le tableau et le graphique ci-dessous.

### ***Evolution du taux brut de scolarisation selon le genre sur le plan national (1990 – 2004)***

<b>Années</b>	<b>TBS Garçons</b>	<b>TBS Filles</b>	<b>TBS Total</b>	<b>Ecart TBS Garçons et TBS Filles</b>
1990	62,12	35,75	49,68	27,41
1995	82,62	49,64	66,76	32,98
2000	94,43	65,16	80,66	29,27
2004	108	84,26	96,38	23,74

<sup>3</sup> SSGI/DPP/MEPS 2005

### EVOLUTION DES TAUX BRUTS DE SCOLARISATION SELON LE GENRE DE 1990 A 2004



### Taux brut de scolarisation selon le genre et par département (2003 – 2004)

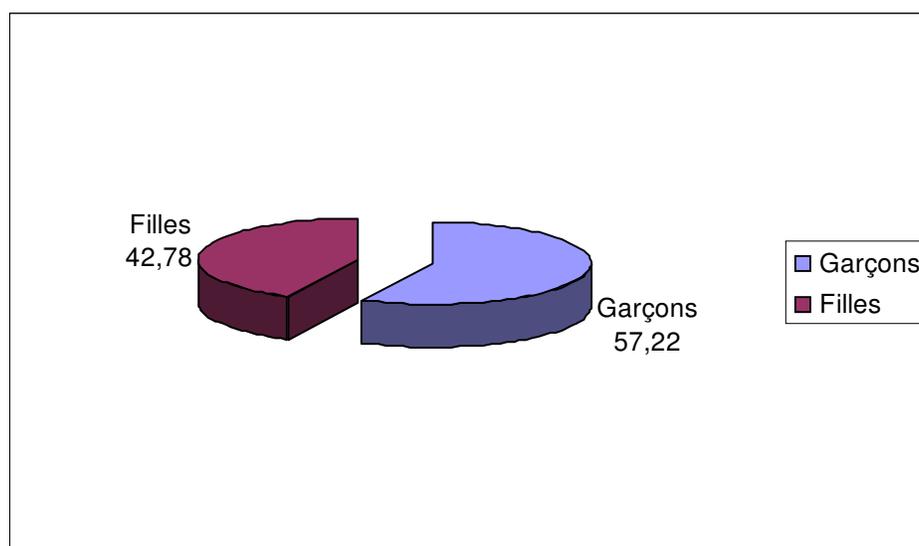
Départements	Garçons	Filles	Total
Atacora	101,90	75,18	89,11
Atlantique	98,59	84,40	91,65
Borgou	72,97	64,39	68,89
Mono	149,62	109,71	129,63
Ouémé	124,63	89,34	107,06
Zou	116,66	86,89	101,90
<b>Ensemble Bénin</b>	<b>108,00</b>	<b>84,26</b>	<b>96,38</b>

Les disparités régionales subsistent encore : la différence entre le taux de scolarisation des départements du Mono-Couffo et ceux du Borgou-Alibori est de 45,32 points.

Deux groupes de départements peuvent être distingués :

- Les départements qui ont un taux inférieur à la moyenne nationale (84,26%) : il s'agit des départements de l'Atacora-Donga et Borgou-Alibori. En effet « Si au Bénin 1 ménage sur 3 n'envoie pas des enfants à l'école, dans l'Alibori, 7 ménages sur 10 sont réticents d'envoyer leurs enfants à l'école »<sup>4</sup>
- Les départements qui ont un taux de scolarisation des filles supérieur à la moyenne nationale : Mono-Couffo, Ouémé-Plateau, Zou-Collines et Atlantique-Littoral.

Pour l'année scolaire 2003-2004, le ratio Fille/Total des élèves est de 0,42. Le graphique ci-dessous illustre la situation.



Les ratios selon les départements oscillent entre 0,40 et 0,45. Le tableau ci-dessous met en relief les différences régionales.

<sup>4</sup> RGPH3 Synthèse des Analyses p 26

## Ratios Filles/Total par département en 2003-2004

Atacora-Donga	Atlantique-Littoral	Borgou-Alibori	Mono-Couffo	Ouémé-Plateau	Zou-Collines	BENIN
0,40	0,45	0,44	0,42	0,41	0,42	0,42

Source : SSGI/MEPS

Pour 2003-2004, le ratio Filles/Total pour l'ensemble du Bénin est de 0,42. Il apparaît trois catégories de départements : ceux dont les ratios sont supérieurs au ratio nationale, ceux ayant le même ratio que le niveau nationale et ceux dont les ratios sont inférieurs au ratio nationale.

Ce phénomène s'explique parfois par le fait qu'au cours d'initiation (CI) et préparatoire (CP) on observe une constance au niveau de la répartition garçon/filles. Elle commence par décroître au détriment des filles à partir soit du CE1 soit du CE2 jusqu'au CM2 et il n'est pas rare dans certaines zones rurales de ne voir aucune fille au CM2.

L'augmentation des effectifs n'a pas été accompagnée d'une augmentation conséquente du nombre d'enseignants surtout qualifiés et des infrastructures. En effet, du fait du gel des recrutements dans la fonction publique, ce nombre a connu une augmentation de 19,93% de 1990 à 2004 (passant de 13.023 à 15.619) tandis que l'effectif des élèves a connu un accroissement de 215,50 pour la même période (passant de 418.272 à 1.319.648).

- Sur l'ensemble des enseignants (qualifiés et non qualifiés), les femmes ne représentent que 18,86% en 2004. Par ailleurs, certaines communes dans lesquelles le problème de la scolarisation des filles se pose avec acuité, enregistrent les plus faibles pourcentages d'enseignantes. Pourtant, nul n'ignore que les enseignantes servent de modèles dans les milieux ruraux d'une part et bénéficient de la confiance des parents d'autre part pour l'inscription des filles à l'école.

- **ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL**

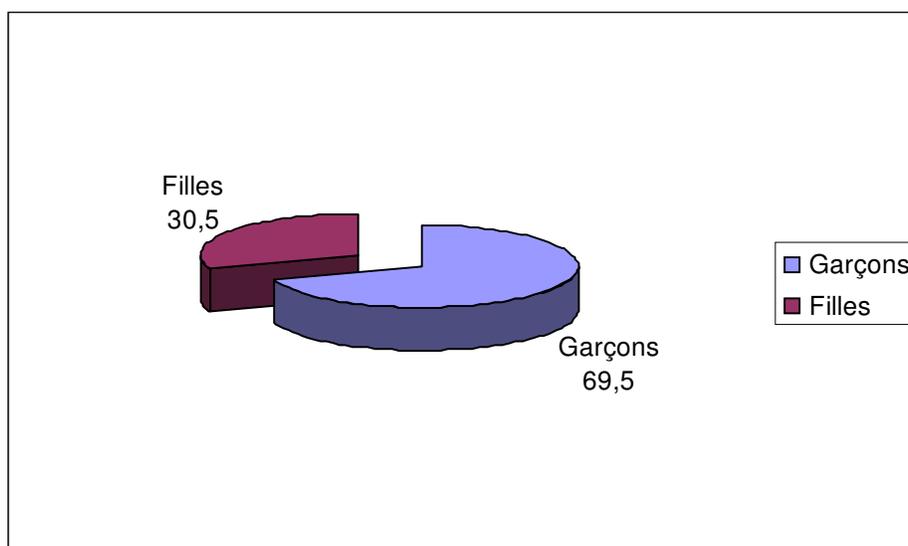
Evolution des Effectifs du secteur public de 1995 à 2003

Années	Filles	Garçons	Total
1995	30.535	84.216	114.741
2000	63.880	145.005	208.885
2001	72.967	160.190	233.157
2004	81.068	184.736	265.804

Entre 1995 et 2004, l'effectif des garçons a été multiplié par **2,19** et celui des filles par **2,65**.

Malgré cet accroissement des effectifs au cours de cette période, le taux brut de scolarisation demeure toujours faible surtout en ce qui concerne la fréquentation féminine. En 2003, le taux brut de scolarisation est en général de 22,59% contre 21,30% en 2002 ; en particulier, il est de 30,24% pour les garçons contre 14,74% chez les filles.

Pour l'année scolaire 2003-2004, le ratio Fille/Total des élèves est de 0,30. Le graphique ci-dessous illustre la situation.



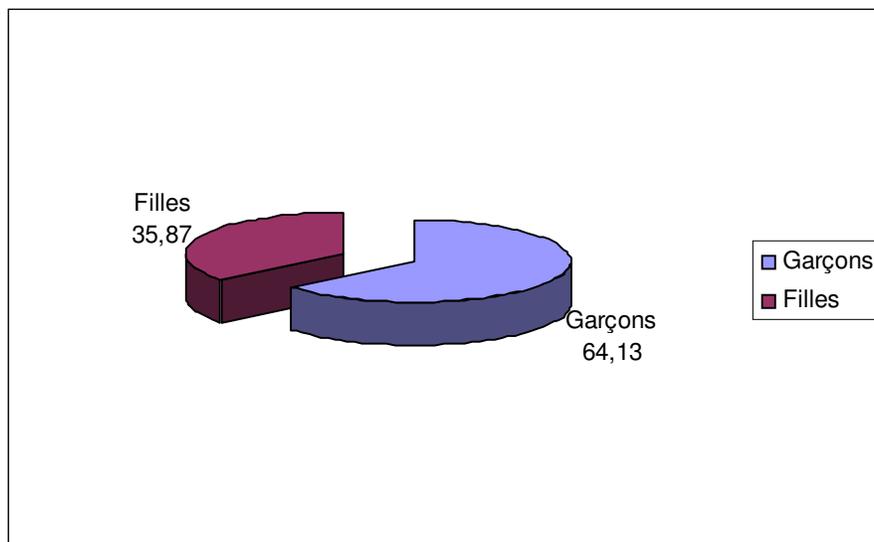
- **ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET FORMATION PROFESSIONNEL**

L'enseignement technique et professionnel n'a pas connu le même essor que les Enseignement Primaire et Secondaire. Le tableau ci-dessous rend compte de l'évolution des effectifs de 1999 à 2003.

Evolution des Effectifs selon le genre de 1999 à 2003

<b>Années</b>	<b>Filles</b>	<b>Garçons</b>	<b>Total</b>
1999	1.994	5.256	7.250
2000	2.704	5.535	8.239
2001	2.836	6.309	9.145
2002	3.319	6.815	10.134
2003	4.137	7.395	11.532

Entre 1999 et 2003, l'effectif des garçons a été multiplié par **1,40** et celui des filles par **2,07**. Malgré l'accroissement des effectifs féminins supérieurs à ceux des garçons au cours de cette période, les filles ne représentent que 35,87% du total des effectifs.



## • **ENSEIGNEMENT SPECIALISE**

Il est composé de deux écoles et de quatre centres. Il s'agit notamment de :

- Ecole des sourds de Louwo (Porto-Novo)
- Centre des sourds de Sènadé
- Centre des aveugles de Djanglanmey
- Centre des aveugles de Parakou;
- Centre des aveugles de Natitingou ;
- Ecole Béninoise des sourds de Vèdoko ;
- Centre de formation des handicapés d'Akassato.

Ces centres sont inégalement répartis sur toute l'étendue du territoire nationale, engendrant de ce fait la non satisfaction des besoins dans certains départements.

## **2- 3 EDUCATION NON FORMELLE**

L'apprentissage professionnel auprès d'un artisan patron reste la filière la plus empruntée par les jeunes déscolarisés ou non scolarisés qui, au terme de cette formation, tentent de s'installer à leur propre compte. En 2002, 140.036 apprentis dont 55.501 filles avaient été dénombrés.<sup>5</sup>

Par ailleurs, une quarantaine de centres, le plus souvent féminins, accueillait jusqu'en 1995, principalement dans les départements du Zou et des Collines, des jeunes non scolarisés et leur permettent d'acquérir des « compétences pour la vie ». La plupart des ces centres sont fermés à cause des contraintes socioculturelles d'une part, économiques et matérielles d'autre part. Aujourd'hui, seulement une quinzaine de ces centres sont encore fonctionnels.

D'autres expériences, animées par des ONG ou d'autres organismes, mais encore peu nombreuses, répondent à une demande d'éducation de ces enfants ou adolescents.

Les centres d'alphabétisation, disséminés sur l'ensemble du territoire, comptent parmi leurs apprenants des adolescentes, qui cherchent par cette voie à mieux faire face aux défis de leur milieu.

---

<sup>5</sup> RGPH3 Résultats définitifs p. 252-253

D'autres structures, telles que les écoles coraniques, prennent en compte des filles scolarisées ou non, pour assurer leur formation religieuse. Les couvents animistes accueillent, quant à eux, des jeunes adolescentes et leur donnent une éducation religieuse, économique et sociale. Enfin, traditionnellement, les filles confiées par leurs parents à d'autres adultes étaient initiées qui au commerce, qui à l'artisanat que pratiquaient leurs tuteurs (trices) ou même encore étaient mis à l'école.

## **2- 4 ATOUTS**

La promotion de la scolarisation des filles dispose de plusieurs atouts qui sont liés soit au système éducatif soit à l'environnement sociopolitique du Bénin. Ces atouts sont :

- La volonté politique affichée pour la scolarisation des filles ;
- La création du Réseau National pour la Promotion de la Scolarisation des Filles ;
- La Création des foyers de jeunes filles ;
- La Création de lycée de jeunes filles et de lycée militaire de jeunes filles ;
- La Création de directions et services de promotion de la femme dans les ministères ;
- La protection des filles contre les violences sexuelles en milieu scolaire ;
- L'intégration de l'Equité/Genre à l'Ecole et dans la Communauté (EEC) dans les programmes d'études ;
- L'exonération des frais de scolarité au niveau de l'enseignement primaire ;
- La mise en place des mesures incitatives (cantines scolaires, rations sèches, distribution de prix aux meilleures filles, financement des activités génératrices de revenus, etc. ....)
- L'ouverture des écoles privées ;
- Contribution des ONG à l'amélioration de la scolarisation des filles ;
- L'existence des Associations des Parents d'Elèves et de leurs structures faïtières ;

## **2- 4 CONTRAINTES**

Le problème de la fréquentation scolaire des filles a donné lieu au Bénin et en Afrique en général à de nombreuses recherches. Les obstacles les

plus souvent évoqués dans ces études et par les acteurs à la base peuvent être classés en trois catégories :

- Les contraintes économiques et matérielles ;
- Les contraintes socioculturelles ;
- Les contraintes liées au système éducatif.

## **2- 4-1 Les contraintes économiques et matérielles**

Selon les résultats du troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH3), la population béninoise est caractérisée par une participation précoce des enfants à l'activité économique et dans le secteur informel. En effet, sur 906.917 enfants de 6 à 9 ans dénombrés au recensement en 2002, 28,9% sont déclarés être déjà en activité économique. Cette activité précoce frappe plus les filles (32,8%) que les garçons (25,1%). Ces enfants sont à 99% occupés dans le secteur informel et notamment dans l'agriculture et le commerce où ils exercent principalement comme aides familiaux<sup>6</sup>.

Les enfants, garçons et filles, mais surtout ces dernières constituent une importante main d'œuvre gratuite pour les travaux agricoles, ménagers, et les activités commerciales. Se priver de cet apport apparaît très difficile pour beaucoup de parents, principalement les mères.

Le manque de moyens matériels contraint certains parents à placer leurs filles comme « vidomègon ». Ces filles aident les personnes auprès desquelles elles se trouvent et ne sont pas scolarisées.

Les frais liés à l'école dépassent les possibilités budgétaires de nombreuses familles en particulier les familles démunies. Les coûts directs, indirects et d'opportunité liés à la scolarisation conduisent les parents à procéder à un choix pour envoyer tel ou tel enfant à l'école, et pour des raisons socioculturelles, la priorité est souvent donnée aux garçons.

Le coût de l'école apparaît souvent élevé aux parents en comparaison des bénéfices qu'ils pourront en retirer.

---

<sup>6</sup> RGPH3 Synthèse des Analyses en Bref p. 31

Ces raisons économiques ne sont pas les seules à pouvoir expliquer les attitudes des parents face à la scolarisation des filles. Elles renforcent les contraintes sociales, culturelles, qui apparaissent fondamentales.

#### **2- 4-2 Les contraintes socioculturelles**

Nombre de parents estiment que les filles n'ont pas besoin d'aller à l'école ; ils préfèrent très tôt les initier à leurs rôles d'épouse, de mère et de productrice en les gardant au foyer. Une certaine perception de la femme, de ses rôles et de son statut est au cœur du problème. Les filles elles-mêmes, par manque fréquent de modèles, ne sont pas enthousiastes pour poursuivre et achever le cursus scolaire.

Pour certains parents, scolariser une fille est un gaspillage d'argent et favorise la débauche. La fréquentation scolaire des filles risque de fausser le fonctionnement des jeux matrimoniaux entre les familles, on se méfie d'une fille instruite car elle peut aller à contre courant des habitudes et normes établies dans la société (par exemple en refusant le mari choisi par les parents, en discutant d'égal à égal avec un homme.....). Au rang des pressions familiales qui entravent la scolarisation des filles se trouve la question de la dot, parfois élevé que les parents devraient rembourser en cas de refus du prétendant par la fille scolarisée.

L'intégration dans les couvents animistes, l'adoption par une tante pour apprendre auprès d'elle les rôles d'épouse et mère, constituent également des obstacles à la scolarisation des filles. L'école est perçue dans ces conditions comme destructrice de la tradition.

#### **2- 4-3 Les contraintes liées au système éducatif**

Les mécanismes internes du système scolaire et le contenu des programmes sont le plus souvent tout à fait étrangers aux besoins, attentes et problèmes des populations : cette insuffisance de pertinence éloigne encore plus les filles que les garçons, étant donné les apprentissages jugés nécessaires pour les filles.

La méconnaissance ou la non pratique de l'équité/genre à l'école et dans les communautés ne favorisent pas le développement des aptitudes de certaines filles.

Le manque de flexibilité du système éducatif, et en particulier, des horaires et du calendrier scolaires, constitue un important handicap à la scolarisation des filles, certains parents n'acceptant pas de se priver de l'aide de leurs enfants.

Les échecs et les grèves répétés détruisent la confiance que les parents placent en l'école.

La quasi-absence d'enseignantes en milieu rural ne rassure pas les parents et ne fournit pas de modèles aux filles.

Les comportements de certains enseignants qui abusent des filles renforcent aussi les réticences des parents.

Parfois les parents sont motivés à envoyer leurs enfants à l'école, mais ils sont confrontés au nombre insuffisant d'enseignants et/ou à l'inadéquation des infrastructures pour un enseignement de qualité.

Le faible niveau de partenariat entre les enseignants et les parents d'élèves contribue également à la faible scolarisation des filles.

### **III- ELEMENTS DE POLITIQUE**

#### **3- 1 PRINCIPES**

La recherche de l'équité au niveau de l'éducation constitue une préoccupation croissante de tous les acteurs du développement. Ils s'engagent pour l'amélioration de l'éducation des groupes désavantagés et réaffirment avec les objectifs du millénaire : « la priorité absolue devrait être d'assurer l'accès des filles et des femmes à l'éducation et d'améliorer la qualité de la formation qui leur est dispensée, ainsi que de lever tous les obstacles à leur participation active. »

A cet effet, le Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire placera au nombre de ses priorités la scolarisation des filles.

Cette entreprise ne dépend pas seulement de l'offre d'éducation que ce ministère pourra garantir mais des efforts que chaque secteur ministériel pour consentir.

**C'est pourquoi l'éducation des filles et des femmes est considérée comme une priorité nationale à laquelle tous les secteurs ministériels doivent s'atteler.**

Mais l'engagement de l'Etat seul ne saurait suffire. La réalisation effective de l'éducation des groupes désavantagés, et spécialement des filles, nécessite la participation de tous les acteurs institutionnels (Etat, administrations centrales et locales), mais aussi des organisations non gouvernementales, des communautés et des partenaires au développement pour travailler d'une façon coordonnée à la mise en œuvre de cette politique. Il s'agit de **renforcer le partenariat pour la scolarisation des filles.**

Pour diminuer les contraintes économiques, socioculturelles et celles qui sont liées au système éducatif, il s'avère nécessaire de définir une politique appropriée de scolarisation des filles.

### **3- 2 OBJECTIFS**

#### **3- 2 -1 Objectif Général**

**Améliorer l'accès, le maintien et la performance de toutes les filles en âge d'aller à l'école.**

#### **3- 2 -2 Objectifs spécifiques**

**Objectif 1 : Porter d'ici à l'an 2015 le taux brut de scolarisation des filles de 84,26% à 100%, tout en assurant leur maintien à l'école au moins jusqu'à la fin du cycle de l'éducation de base ;**

**Objectif 2 : Accroître d'au moins 4% par an les taux bruts de scolarisation des filles des communes ayant en 2004 des taux inférieurs à la moyenne départementale ;**

**Objectif 3 : Animer d'ici à l'an 2015 dans chaque commune au moins six (06) espaces éducatifs afin d'assurer l'éducation de base de vingt (20) enfants non scolarisés ou déscolarisés ;**

**Objectif 4 : Appuyer les activités de formation des femmes en général, et en particulier de deux (02) groupements féminins ou associations de femmes par an et par arrondissement.**

### **3- 3 STRATEGIES**

La stratégie nationale du Bénin en matière de scolarisation des filles s'organisera selon quatre (04) axes

#### **3-3-1 Développer l'offre**

- ❖ En mettant à la disposition des populations des infrastructures éducatives et du matériel pédagogique en nombre suffisant répondant aux normes de l'école de qualité fondamentale ;
- ❖ En assurant un enseignement de qualité, qui favorise les apprenants filles comme garçons, et développe leurs aptitudes ;
- ❖ En assurant et renforçant la formation continue des enseignants pour maintenir la qualité et les responsabilités dans l'éducation des filles.
- ❖ En assurant le recrutement et la formation initiale d'enseignants de carrière.

#### **3-3-2 Encourager la demande**

- ❖ En réduisant les coûts indirects de la scolarisation pour les parents ;
- ❖ En intégrant les écoles aux communautés et en favorisant leur participation à la vie et à la gestion des structures éducatives ;
- ❖ En favorisant le recrutement d'enseignantes surtout pour les zones rurales
- ❖ En adaptant le système éducatif aux besoins des groupes désavantagés, en particulier des filles ;
- ❖ En prenant des mesures incitatives pour le maintien et les performances des filles à l'école.

#### **3-3-3 Diversifier les voies d'accès**

- ❖ En encourageant toutes les innovations éducatives qui s'adressent aux filles qui ont dépassé l'âge d'aller à l'école ou ne peuvent y entrer en raison de leur handicap ;

- ❖ En mettant l'accent sur l'alphabétisation des femmes intégrée à d'autres formations correspondant à leurs attentes et besoins.

### **3-3-4 Conjuguer les efforts de tous les secteurs pour le développement de l'éducation des groupes désavantagés, en particulier les filles et les femmes**

- ❖ En édictant et en faisant appliquer des règles interdisant d'employer comme aide ménagère des fillettes d'âge scolaire sans leur offrir des possibilités de s'instruire ;
- ❖ En intégrant le volet éducation des filles et des femmes aux différents programmes de développement (développement agricole, santé, environnement...)

### **3- 4 MISE EN ŒUVRE**

La mise en œuvre de toutes ces stratégies est liée à l'élaboration d'un plan d'exécution

### **3- 5 SUIVI ET EVALUATION**

Le suivi et l'évaluation sont également liés au plan d'exécution. Cependant, ils doivent se faire par tous les acteurs à deux niveaux :

- ❖ Niveau national ;
- ❖ Niveau décentralisé (commune, arrondissement).

REPUBLIQUE DU BENIN  
- :: - :: - :: -  
Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire  
- :: - :: - :: -  
Réseau National pour la Promotion de la Scolarisation de Filles

**ELEMENTS DE BASE POUR L' ELABORATION  
DE LA POLITIQUE NATIONALE DE LA  
SCOLARISATION DES FILLES AU BENIN**



**MEPS**



**PROJET EQUIPE**



**USAID**

# **PLAN D'EXECUTION**

*Annexe 2 : Fiche de collecte de données*

**COLLECTE DES INFORMATIONS POUR L'ACTUALISATION DE LA POLITIQUE DE  
SCOLARISATION DES FILLES AU BENIN**

-----

DEPARTEMENT :

COMMUNE :

**1 . IDENTITE**

1.1 Type d'organisation

DDEPS  C/SEMP  C/SOSP  CCS  CP  Syndicat

Directeur  Enseignant  Association des Parents d'élèves

Association de femmes  Leader d'opinion  Elus locaux

Groupe religieux

**2 . INFORMATIONS RELATIVES A L'ACCES**

2.1 Quelles sont selon vous les raisons pour lesquelles les filles ne sont pas inscrites à l'école ?

---

---

2.2 Que faut-il faire pour que les filles soient massivement inscrites à l'école ?

---

---

---

**3 . INFORMATIONS RELATIVES AU MAINTIEN**

3.1 Pourquoi les filles inscrites ne restent-elles pas à l'école pour poursuivre les études scolaires ?

---

---

---

---

3.2 Que faut-il faire pour que les filles inscrites à l'école y restent et poursuivent leur scolarité ?

---

---

#### **4. INFORMATIONS RELATIVES AUX PERFORMANCES**

4.1 Quels sont selon vous les obstacles à la réussite des filles à l'école ?

---

---

---

4.2 Quelles seraient selon vous les actions concrètes les plus adaptées pour la réussite des filles à l'école ?

---

---

---

#### **5 . INFORMATIONS GENERALES (pour DDEPS, CCS, CP, Directeurs d'école, Enseignants)**

5.1 Avez-vous connaissance de l'existence d'une politique de la scolarisation des filles au Bénin ?

Oui  Non  si oui (5.2 à 5.5)

5.2 Que propose cette politique ?

---

---

---

5.3 Quels ont été les succès et les échecs de cette politique ?

---

---

---

5.4 Quelles seraient selon vous les actions/stratégies les plus adaptées pour l'accès, le maintien et la performance des filles à l'école ?

---

---

---

5.5 Autres suggestions

**Annexe 3 : Calendrier et composition des équipes de collecte de données**

N°	COMMUNES	PERIODE	EQUIPE
1	Copargo	14 au 18 février 2005	Kadiatou BARRY DIALLO, EQUIPE
2	Kérou		
3	Boukoumbé		
4	Cobly	21 au 25 février 2005	Léa GABA AFOUDA, EQUIPE Clémence FATOKE, DES/MEPS
5	Matéri		
6	Tanguiéta		

N°	COMMUNES	PERIODE	EQUIPE
1	Karimama	14 au 18 février 2005	Barnabé DANEKE, EQUIPE
2	Malanville		
3	Banikoara		
4	Sègbana		
5	Kandi	21 au 25 février 2005	Séraphin DESSOU, RNPSF  Patrice HINNOUDE, DEM/MEPS
6	Gogounou		
7	Kalalé		
8	Nikki		
9	Pèrèrè		

N°	COMMUNES	PERIODE	EQUIPE
1	Ouinhi	14 au 18 février 2005	Agnès BOCO ALI, RNPSF  Alphonse GOMIDO, DIP/MEPS
2	Za-Kpota		
3	Zogbodomè		
4	Agbangnizoun		
1	Aguégués	21 au 25 février 2005	Edgar SASSE, EQUIPE
2	Dangbo		
3	Pobè		
4	Adja-Ouèrè		

N°	COMMUNES	PERIODE	EQUIPE
1	Sô-Ava	14 au 18 février 2005	Dieudonné MONNOU, EQUIPE  Okry Ayéman BASSALE, DPP/MEPS
2	Toffo		
3	Allada		
4	Zè		
1	Toviklin	21 au 25 février 2005	Philomène CHINCOUN, DPS/MEPS
2	Lalo		
3	Klouékanmè		
4	Bopa		

*Annexe 4 : Point des acteurs rencontrés par département*

**POINT DES PERSONNES RENCONTREES DANS LE CADRE  
DE LA MISSION DE COLLECTE DE DONNEES DU 13 au 26 FEVRIER 2005**

**DEPARTEMENT ATACORA/DONGA**

COMMUNES CIBLES	Copargo	Kérou	Boukoumbé	Tanguiéta	Matéri	Cobly	Natingou	TOTAL
DDEPS	0	0	0	0	0	0	1	1
C/SEMP	0	0	0	0	0	0	2	2
C/SOSP	0	0	0	0	0	0	1	1
CCS	1	1	1	1	1	1	0	6
Syndicats		0	1	1	0		0	2
CP/AP	0	0	0	1	1	1	0	3
Directeurs d'école	2	4	2	2	2	2	1	15
Enseignants	1	1	0	1	2	1	0	6
APE	2	1	4	2	0	3	0	12
Leader d'opinion	0	0	0	0	0	0	0	0
Elus locaux	1	1	1	1	1	1	0	6
Groupe Religieux	1	0	0	0	1	0	0	2
<b>TOTAL</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>5</b>	<b>56</b>

**DEPARTEMENT ATLANTIQUE/LITTORAL**

COMMUNES CIBLES	Allada	Toffo	Zé	So-Ava	Cotonou	TOTAL
DDEPS	0	0	0	0	1	1
C/SEMP	0	0	0	0	0	0
C/SOSP	0	0	0	0	0	0
CCS	1	1	1	1	0	4
Syndicats	0	1			0	1
CP/AP	1	1	1	1	0	4
Directeurs d'école	2	2	2	2	0	8
Enseignants	3	3			0	6
APE	1	3	0	0	0	4
Leader d'opinion	0	1	1	0	0	2
Elus locaux	2	0	1	1	0	4
Groupe Religieux	0	0	2	0	0	2
<b>TOTAL</b>	<b>10</b>	<b>12</b>	<b>8</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>36</b>

## DEPARTEMENT MONO/COUFFO

COMMUNES CIBLES	Bopa	Klouékanmè	Lalo	Toviklin	Lokossa	TOTAL
DDEPS	0	0	0	0	1	1
C/SEMP	0	0	0	0	0	0
C/SOSP	0	0	0	0	1	1
CCS	0	1	1	1	0	3
Syndicats	1	0	0	1	0	2
CP/AP	0	1	1	0	0	2
Directeurs d'école	1	1	2	2	0	6
Enseignants	1	5	2	1	0	9
APE	2	1	2	2	0	7
Leader d'opinion	1	1	1	1	0	4
Elus locaux	1	2	1	1	0	5
Groupe Religieux	1	1	0	3	0	5
<b>TOTAL</b>	<b>8</b>	<b>13</b>	<b>10</b>	<b>12</b>	<b>2</b>	<b>45</b>

## DEPARTEMENT ZOU

COMMUNES CIBLES	Agban gnizoun	Ouinhi	Za-Kpota	Zogbodomey	Abomey	TOTAL
DDEPS	0	0	0	0	1	1
C/SEMP	0	0	0	0	1	1
C/SOSP	0	0	0	0	1	1
CCS	0	0	1	1	0	2
Syndicats	0	0	0	0	0	0
CP/AP	0	2	2	1	0	5
Directeurs d'école	2	2	2	2	0	8
Enseignants	4	3	4	3	0	14
APE	5	4	4	6	0	19
Leader d'opinion	0	0	1	1	0	2
Elus locaux	1	1	1	2	0	5
Groupe Religieux	1	2	1	3	0	7
<b>TOTAL</b>	<b>13</b>	<b>14</b>	<b>16</b>	<b>19</b>	<b>3</b>	<b>65</b>

## DEPARTEMENT OUEME/PLATEAU

COMMUNES CIBLES	Adja- Ouèrè	Aguégués	Dangbo	Pobè	Porto-Novo	TOTAL
DDEPS	0	0	0	0	1	1
C/SEMP	0	0	0	0	1	1
C/SOSP	0	0	0	0	1	1
CCS	1	1	1	1	0	4
Syndicats	0	0	0	0	1	1
CP/AP	1	1	1	1	0	4
Directeurs d'école	2	2	2	2	0	8
Enseignants	5	4	4	4	0	17
APE	4	4	3	4	0	15
Leader d'opinion	0	0	0		0	0
Elus locaux	2	0	1	1	0	4
Groupe Religieux	1	0	1	1	0	3
<b>TOTAL</b>	<b>16</b>	<b>12</b>	<b>13</b>	<b>14</b>	<b>4</b>	<b>59</b>

## DEPARTEMENT BORGOU/ALIBORI

COMMUNES CIBLES	Pèrèrè	Nikki	Kalalé	Ségbana	Gogounou	Kandi	Banikoara	Karimama	Malanville	Parakou	TOTAL
DDEPS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
C/SEMP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
C/SOSP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
CCS	1	1	0	1	1	1	0	0	0	1	0
Syndicats	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
CP/AP	1	1	1	0	1	0	0	0	0	1	0
Directeurs d'école	2	3	3	3	2	3	2	2	2	2	0
Enseignants	5	3	3	5	4	4	4	4	4	5	0
APE	3	3	0	1	2	5	4	2	2	4	0
Leader d'opinion	0	0	0	2	0	3	2	0	0	0	0
Elus locaux	1	1	0	3	0	0	2	1	0	0	0
Groupe Religieux	1	0	0	2	1	4	4	2	1	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>14</b>	<b>12</b>	<b>7</b>	<b>17</b>	<b>11</b>	<b>20</b>	<b>18</b>	<b>11</b>	<b>14</b>	<b>3</b>	<b>12</b>

## **Rapport général de l'atelier**

### **INTRODUCTION**

Du 18 au 22 avril 2005, s'est déroulé au Centre Saint Jean-Eudes d'Atrokpodji, l'atelier d'actualisation de la politique nationale de la scolarisation des filles. Cet atelier organisé par le Réseau National de la Promotion de la Scolarisation des Filles (RNPSF) sur financement du Projet EQUIPE, a connu la participation des représentants :

- Du Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire ;
- Du Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle ;
- Du Ministère de la Famille, de la Protection Sociale et de la Solidarité ;
- Du Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche ;
- Du Réseau National pour la Promotion de la Scolarisation des Filles
- Et du Projet EQUIPE (voir liste des participants en annexe).

L'objectif principal de l'atelier est d'actualiser la politique de la scolarisation des filles au Bénin. Le présent rapport qui en rend compte s'articule autour des points suivants :

- La cérémonie d'ouverture ;
- Le déroulement des travaux ;
- Les recommandations.

### **LA CEREMONIE D'OUVERTURE**

la cérémonie d'ouverture a été ponctuée de trois allocution. Il s'agit :

Du mot de bienvenue de Monsieur Irénée YONLONFOUN, Vice-Président du RNPSF qui a remercié les participants pour leur présence effective à l'atelier et a souligné que la lutte pour la scolarisation des filles doit être soutenue par des textes, d'où la pertinence de l'actualisation d'une politique dans ce sens, objet du présent atelier.

Quant à Madame Kadiatou DIALLO, responsable du volet scolarisation des filles qui agissait en lieu et place de Madame Christina N'TCOUGAN SONOU, Chef du Projet EQUIPE, a émis le vœu que l'atelier atteigne les objectifs à lui assignés.

Après ces deux allocutions, l'honneur est échu à Madame Fulérath KANDISSOUNON, Directrice de la Promotion de la Scolarisation, de procéder à l'ouverture officiel de l'atelier. Dans son intervention, elle a tenu à faire une mise au point sur la position du Cabinet/MEPS en ce qui concerne l'orientation à donner au document à actualiser. Selon le Cabinet, l'élaboration d'une politique revient en exclusive au ministère. Elle a poursuivi en affirmant que le document à produire servira de base à l'élaboration du document de politique de scolarisation des filles. Elle a conclu ses propos en ajoutant que ce travail sera confié à un consultant qui sera recruté par le MEPS sur financement de l'UNICEF.

Une fois le chemin tracé, l'agenda de travail de même que les termes de référence actualisés selon la nouvelle orientation ont été présentés à l'assistance par Monsieur Séraphin DESSOU, chargé de programme du RNPSF.

Après ces préliminaires, un présidium de quatre (04) membres a été mis sur pied pour conduire les travaux. Ce présidium est composé de :

- Présidente : Madame Denise GRIMAUD ;
- Vice Président : Monsieur Ayéman Okry BASSALE ;
- 1<sup>er</sup> Rapporteur : Monsieur Alphonse GOMIDO ;
- 2<sup>ème</sup> Rapporteur : Monsieur Léonard LALEYE.

## DEROULEMENT DES TRAVAUX

**2-1** Présentation de la synthèse des données collectées dans le cadre de l'actualisation de la politique de la scolarisation des filles

Les travaux de l'atelier ont démarré avec la présentation d'une communication sur la synthèse des données collectées dans le cadre de l'actualisation de la politique de la scolarisation des filles. Cette synthèse est réalisée après une enquête menée dans 37 communes parmi lesquelles les chefs lieux de département. Les groupes cibles de l'enquête sont :

- Les DDEPS ;
- Les C/SOSP ;
- Les C/SEMP
- Les CCS
- Les CP/AP
- Les directeurs d'école ;
- Les enseignants ;
- Les syndicats ;
- Les Associations des Parents d'Elèves
- Les Groupements des femmes
- Les élus locaux ;
- Les leaders d'opinion ;
- Les groupes religieux ;
- Et les élèves.

La synthèse a focalisé l'attention des participants sur les différents freins qui entravent la scolarisation des filles, les progrès réalisés grâce à la politique et aux mesures mises en œuvre, les insuffisances notées et les actions/stratégies envisageables pour atteindre des résultats plus satisfaisants.

Les freins qui ressortent de l'analyse des résultats de l'enquête sont soit d'ordre socioculturel (pratiques rétrogrades, violence faites aux filles, préjugés...), soit d'ordre économique (faibles revenus financiers, coûts élevés de la scolarisation...), soit encore des freins liés au système éducatif (échecs répétés, faibles capacités de l'institution à répondre aux exigences de l'éducation).

Pour les acteurs enquêtés, le succès de la politique s'exprime par une prise de conscience plus accrue de la nécessité d'envoyer la fille à l'école et de la création d'un environnement spécifique pour les filles.

Par contre des réponses données, il résulte que les insuffisances de la politique sont entre autres le non respect des dispositions énoncées et des engagements pris, la non qualification des enseignants, le manque de matériels didactiques, les effectifs pléthoriques et le non suivi de la politique.

Cette analyse de la situation a amené à suggérer des stratégies telles que le renforcement des capacités des structures d'accueil et des ressources humaines, la sensibilisation des acteurs, l'appui aux parents et le suivi de la scolarisation des filles.

Le débat qui a suivi cet exposé a permis aux participants de faire des amendements de forme et de fonds qui ont été surtout des apports pour enrichir le contenu de la synthèse.

## **2-2 Amendement du document de politique spécifique à l'accès et l'équité**

A la suite de l'exposé, les participants ont formé deux groupes pour faire le toilettage du document de politique spécifique à l'accès et l'équité. A cet effet, une importante documentation a été mise à la disposition de chaque groupe.

Les groupes devraient alors procéder à la revue de cette documentation et actualiser le document de base. Les plénières qui ont suivi les travaux en groupe ont permis de :

- Reformuler le titre qui devient : **« ELEMENTS DE BASE POUR L'ELABORATION DE LA POLITIQUE DE LA SCOLARISATION DES FILLES AU BENIN ».**
- Dégager un nouveau plan pour le document
- S'accorder sur le concept « éducation de base comme le stipule la loi d'orientation de l'éducation nationale

- Recentrer le contenu du document sur la scolarisation des filles au lieu de l'éducation en général et le concept d'éducation formelle qui prend en compte désormais le préscolaire.

Pour ce qui concerne les détails, voir le rapport produit par chacun des deux groupes.

## **RECOMMANDATIONS**

Au terme des travaux, l'atelier recommande que :

- Les statistiques contenues dans le document initial soient actualisées jusqu'en 2004 ;
- Le consultant exploite au maximum le document actualisé pour tenir compte des amendements et des reformulations faites par l'atelier

## **CEREMONIE DE CLÔTURE**

Le Représentant du RNPSF a remercié les participants pour la qualité du travail et émis le vœu qu'ils soient disponibles pour la suite.

Le Chef du Projet EQUIPE a elle aussi remercié tous les participants pour les résultats obtenus, résultats qui, à ses yeux, sont très pertinents pour améliorer la scolarisation des filles.

Le mot de clôture est revenu au représentant de la Directrice de la Promotion de la Scolarisation, qui, après avoir remercié les participants, a pris la ferme résolution de tout faire pour que les résultats de l'atelier soient remis au Ministre afin que le processus enclenché puisse aboutir rapidement. Il a, pour finir, souhaité bon retour à tous les participants dans leur foyer.

## *Annexe 6 : Rapports des travaux de groupe à l'atelier d'Atrokpocodji*

### **Rapport des travaux du Groupe I**

- Président : - Alphonse GOMIDO  
Rapporteur : - Dieudonné MONNOU  
Membres : - Clémence FATOKE  
- Kadiatou BARRY DIALLO  
- Victorine BATCHO  
- Agnès BOCO ALI  
- Denise GRIMAUD  
- Damien ZOUNTCHEME  
- Irenée YONLONFOUN

Après la structuration du groupe de travail et la prise de connaissance des documents mis à dispositions, un débat sur l'opportunité du maintien ou de la révision du plan du document existant a été mené, mais l'absence d'autres documents de politique d'autres pays n'a pas permis au groupe de se décider. Il a été convenu d'évoluer dans le toilettage quitte à revenir par après sur la révision du plan.

La stratégie adoptée a consisté à recenser, à travers une première lecture du document existant, les points qui appellent une actualisation (statistique et/ou données chiffrées) ou une reformulation, puis dans une deuxième phase, à proposer les reformulations et faire les actualisations selon les documents et statistiques les plus actuels.

La plénière intervenue le lendemain 19 avril 2005 a permis de convenir, après échange sur les travaux de la veille au niveau des deux groupes, du plan ci-après :

## **PLAN DU DOCUMENT**

Introduction

### **I - Contexte et justification**

I.1 - Contexte

- Mondial
- Africain
- Béninois (Cadre législatif et institutionnel)

*I.2 - Justification*

### **II – Diagnostic**

II.1 – Education préscolaire

## *II.2 – Education de base*

- Enseignement primaire
- Enseignement secondaire général
- Enseignement secondaire technique et professionnel
- Enseignement spécialisé

## *II.3 – Education non formelle*

## *II.4 – Atouts*

## *II.5 – Contraintes*

# **III – Eléments de politique**

## *III.1 – Principes*

## *III.2 – Objectifs*

## *III.3 – Stratégies*

## *III.4 – Mise en œuvre*

## *III.5 – Suivi et évaluation*

### III.5.1 – Suivi

### III.5.2 – Evaluation

## Conclusion

# **IV – Plan d'exécution**

## Plan à suivre pour l'élaboration du document

Les travaux de toilettage du document « Projet de politique éducative spécifique à l'accès et l'équité » se sont poursuivis dans chaque groupe. Rappelons que conformément aux nouveaux objectifs assignés à cet atelier, il est attendu des éléments à verser au MEPS pour servir de base à l'élaboration du document de politique de scolarisation des filles.

## Introduction

A élaborer par le consultant



jouissance des droits à l'éducation. L'Article 3 notamment stipule que l'école doit permettre à tous d'avoir accès à la culture, à la science, au savoir, au savoir-faire et au savoir être d'une part, et qu'une plus grande attention doit être accordée à l'éducation de la jeune fille, des personnes et enfants en situation difficile, des enfants des zones déshéritées et des groupes vulnérables d'autre part.

### **Sur le plan institutionnel**

L'enseignement est subdivisé en trois degrés :

Le premier degré qui comprend l'enseignement maternel et l'enseignement primaire

Le second degré comprend l'enseignement secondaire général et l'enseignement secondaire professionnel

Le troisième degré qui comprend l'enseignement supérieur et la recherche scientifique

L'enseignement primaire et le premier cycle de l'enseignement secondaire constituent l'éducation de base.

## **DIAGNOSTIC**

### **II.1 – Education préscolaire**

Cette partie doit être élaboré sur la base des documents de la Direction des Enseignements Maternels

### **II.2 – Education de base**

**L'évolution des effectifs de 1990 à 2004 rend compte des efforts faits dans ce domaine<sup>1</sup>**

<b>Années</b>	<b>Garçons</b>	<b>Filles</b>	<b>TOTAL</b>
1990			
1995			
2000			
2004			

---

<sup>1</sup> SSGI/DPP/MEPS 2005

*Evolution du taux brut de scolarisation selon le genre sur le plan national (1990 – 2004)*

	<b>TBS Garçons</b>	<b>TBS Filles</b>	<b>Ecart</b>
1990	62,12	35,75	27,41
1995	82,62	49,64	32,98
2000	94,43	65,16	29,27
2004	108	84,26	23,74

**Taux brut de scolarisation selon le genre et par département (2003 – 2004)**

<b>Départements</b>	<b>Garçons</b>	<b>Filles</b>	<b>Total</b>
Atacora	101,90	75,18	89,11
Atlantique	98,59	84,40	91,65
Borgou	72,97	64,39	68,89
Mono	149,62	109,71	129,63
Ouémé	124,63	89,34	107,06
Zou	116,66	86,89	101,90
<b>Ensemble Bénin</b>	<b>108,00</b>	<b>84,26</b>	<b>96,38</b>

**Enseignement spécialisé**

**A actualiser avec l'appui du représentant du MFPSS**

**Education non formelle**

**II.4 – Atouts**

La volonté politique affichée pour la scolarisation des filles

- Création des foyers de jeunes filles
- Création de lycée de jeunes filles et du lycée militaire de jeunes filles

- Création de directions et services de promotion de la femme dans un certain nombre de ministères
- Prise de textes visant la protection des filles contre les violences sexuelles en milieu scolaire (Arrêté N° 016)
- Intégration de l'Équité à l'École et dans la Communauté (EEC) dans les programmes d'études et manuels

L'exonération des frais de scolarité au primaire

L'amélioration de la volonté de scolariser les filles chez les parents

La mise en place de mesures incitatives (cantines scolaires, rations sèches, distribution de prix aux meilleures filles, financement des activités génératrices de revenus des parents démunis, etc ....)

Contribution des ONGs à la promotion de la scolarisation des filles

Actions du RNPSF en matière de scolarisation des filles

## ***II.5 – Contraintes***

### **Les contraintes économiques et matérielles**

Proposition de reformulation

Les cotisations spéciales

Malgré l'annulation des frais de scolarité et l'octroi des subventions par l'Etat, les charges liées à l'école dépassent les possibilités budgétaires .....les familles démunies.

Les coûts directs, indirects et d'opportunité liés à la scolarisation....aux garçons.

### **Les contraintes socio-culturelles**

Paragraphe 2 sans changement mais cf. code de la famille et des personnes pour les actions de remédiation.

### **Les contraintes liées au système éducatif**

A reformuler en tenant compte de la réforme du système éducatif.

## **III – Eléments de politique**

### **III.1 – Principes**

A reformuler et à actualiser

### **III.2 – Objectifs**

A actualiser (cf. Plan décennal objectif 2 page 1 à 18)

III.3 – Stratégies  
A actualiser

III.4 – Mise en œuvre

La mise en œuvre de toutes ces stratégies est liée à l'élaboration d'un plan d'exécution que le Consultant devra discuter avec le MEPS

III.5 – Suivi et évaluation

III.5.1 – Suivi

III.5.2 – Evaluation

Le suivi et l'évaluation sont également liés au plan d'exécution

**Conclusion**

La conclusion de ce document reste à la charge du Consultant qui sera recruté par le MEPS

Le rapporteur

**Dieudonné MONNOU**

**Rapport des travaux du Groupe II**  
**( Atrokpocodji, du 18 au 22 Avril 2005 )**

**Rapport du groupe 2**

Le groupe composé comme suit :

Président : Mr Ayéman Okry BASSALE

Rapporteur : Patrice HINNOUDE

Membres : Mmes Marie Odile H. COMLANVI  
Philomène CHINCOUN  
Léa AFOUDA GABA  
Rosemonde OKOUMASSOUN  
Mrs Léonard LALEYE  
Séraphin DESSOU  
Barnabé DANEKE

s'est réuni et a procédé au toilettage du document intitulé « Projet de Politique Educative Spécifique à l'Accès et l'Equité »

Une revue documentaire a permis dans un premier temps de sélectionner les documents susceptibles de nous éclairer dans le travail à faire. Dans un second temps, à parcourir la structure du plan du document qui nous a été soumis avant de passer à la lecture intégrale dudit document. Après, les amendements et suggestions ci-après ont été proposés :

## **PLAN**

### **Introduction**

#### **Justification et contexte**

1 Justification

1.2 Contexte

Mondial

Africain

Bénois (cadre législatif et institutionnel)

#### **Diagnostic**

Le diagnostic portera sur l'éducation formelle et l'éducation non formelle

1 Education formelle

❖ Préscolaire

❖ Education de base

- Enseignement primaire
  - Enseignement secondaire général
  - Enseignement technique et professionnel
  - Enseignement spécialisé
- 2. 2 Education non formelle
  - 2. 3 Atouts
  - 2. 4 Contraintes

## Eléments de politique

- 3.1 Principes
- 3.2 Objectifs
- 3.3 Stratégies
- 3.4 Mise en œuvre
- 3.5 Suivi et évaluation

Suivi  
Evaluation

### *Plan d'exécution*

## **Conclusion**

## **AMENDEMENTS ET SUGGESTIONS**

### **Justification et contexte**

#### **Justification**

Il faut réactualiser le deuxième paragraphe en tenant compte des statistiques de 2003-2004  
7<sup>ième</sup> paragraphe a revoir

page 2 : avant dernier paragraphe à actualiser

page 3 : dernier paragraphe avant contexte . Ecrire 1<sup>ère</sup> phrase : il est donc nécessaire de définir une politique nationale de promotion de la scolarisation des filles.

#### **2.2 Contexte**

Page 3 contexte mondial

Ajouter au contenu du document : Objectif du millénaire pour le Développement  
<Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes >>

Page 4 contexte africain

Ajouter au contenu du document : 7<sup>ième</sup> Conférence Internationale des Ministres de l'Education Nationale sur « l'Initiative 25 pour 2005 » Ouagadougou en juin 2003.

- Education Pour Tous en 2000 à Dakar

- Conférence Régionale sur la femme en novembre 2004 à Addis - Abéba

## **Contexte Béninois**

### **Cadre législatif**

La Constitution du Bénin (Titre II)  
La loi d'orientation de l'Education Nationale  
Tous les accords ratifiés par le Bénin dans le cadre des droits de la personne humaine  
Convention Internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.  
La charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples  
La charte Africaine des Droits et du bien-être de l'enfant.  
La Convention Internationale relative aux Droits de l'Enfant.  
La lettre de Politique Educative (Plan décennal)

### ***Cadre Institutionnel***

Trois ministères ont à la charge l'éducation nationale au BENIN :

1. Le Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire
2. Le Ministère de l'Enseignement Technique et Professionnel
3. Le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.

Ces trois ministères encadrent les différents ordres d'enseignement :

- Enseignement maternel
- Enseignement secondaire général
- Enseignement secondaire technique et professionnel
- Enseignement spécialisé
- Enseignement supérieur

Diagnostic

Le diagnostic portera sur l'éducation formelle et l'éducation non formelle

### **Education formelle**

La présentation à ce niveau se focalise sur l'enseignement préscolaire et l'éducation de base qui comprend les enseignements primaire, le 1<sup>er</sup> cycle de l'enseignement général, technique et professionnel et l'enseignement spécialisé.

- ❖ Enseignement préscolaire

Evolution des effectifs de 2000 à 2004

- ❖ Enseignement primaire cf. Evolution des taux bruts de scolarisation selon le sexe sur le plan national de 200 à 2001

- ❖ Enseignement secondaire général cf. données statistiques à rechercher
- ❖ Enseignement spécialisé cf. recherche de données statistiques

Actualiser les données et approfondir les informations sur cet ordre d'enseignement.

Se référer à la politique nationale de la protection sociale.

Consulter les structures à charge de ce volet

NB Les composantes de l'éducation formelle doivent prendre en compte en plus de l'aspect effectif des élèves la situation du personnel enseignant, la capacité d'accueil, l'état des salles de classe sans oublier les commodités (latrines, points d'eau, urinoirs, citernes)

### **Education non formelle**

Intégrer des éléments d'amélioration à partir du rapport sur les centres féminins et d'autres approches en cours d'exécution au niveau du METFP

#### Les atouts

1. Création de trois ministères
2. Création de la Direction de la Promotion de la Scolarisation
3. Création de la Direction de l'Enseignement Maternel
4. Volonté Politique qui se traduit par la part du budget alloué à l'éducation
5. Annulation des droits d'écolage au niveau du primaire
6. Création des foyers pour les jeunes filles
7. Création du Réseau National pour la Promotion de la Scolarisation des Filles.
8. Remises des écoles confessionnelles avec ouverture d'internat.
9. Ouverture des écoles privées

#### Les contraintes

Les contraintes liées sont de plusieurs ordres

- Socio-culturelles
- Economiques
- Contraintes liées aux systèmes éducatifs.

Ex : concentration des femmes enseignantes à Cotonou, Porto-Novo et périphéries

**NB :** Pour les détails concernant ces contraintes voir le document synthèse des freins à l'accès, au maintien et à la performance des filles à l'école en quête conjointe MEPS, RNPSF, et Projet EQUIPE en février 2005

- Le système biennal d'inscription dans certaines régions
- Les inscriptions tardives des filles dans les écoles.
- Le calendrier et les horaires ne correspondent pas toujours aux réalités du milieu.
- Définition d'une politique appropriée pour la scolarisation des filles
- Porter d'ici à l'an 2015, le taux brut de scolarisation des filles de 80 à 100%

### **Objectif général**

Améliorer l'accès, le maintien et la performance de toutes les filles en âge d'aller à l'école.

## **Objectifs spécifiques**

### **Objectif 1 page 13**

Porter, d'ici à l'an 2015, le taux brut de scolarisation des filles de 80% à 100%, en assurant leur maintien à l'école au moins jusqu'à la fin du cycle primaire.

### **Objectif 2**

Accroître d'au moins ...x% par an le taux de scolarisation dans 19 communes ( à faible taux de scolarisation ) ayant un taux inférieur à la moyenne nationale.

### **Objectif 3 : à reformuler**

### **Objectif 4 : page 13**

Appuyer les AGR des femmes en général et en particulier de 20 groupements ou associations des femmes dans les 19 communes par an.

## **3.3 Stratégies**

La stratégie nationale du Bénin en matière de scolarisation des filles s'organisera selon quatre axes :

**3.3.3** Diversifier les voies d'accès à l'éducation en encourageant toutes les innovations éducatives qui s'adressent à ceux et celles qui ont dépassé l'âge d'entrer ou ne peuvent y entrer en raison de leur handicap.

*Annexe 7 : Liste de présence des participants à l'atelier d'Atrokpodji*

**RESEAU NATIONAL POUR LA PROMOTION ET LA SCOLARISATION DES FILLES**

**Atelier d'actualisation de la politique de scolarisation des filles au Bénin, Centre Saint Jean- Eudes à Atrokpodji du 18 au 22 Avril 2005**

**LISTE DES PARTICIPANTS**

<b>N° d'ordre</b>	<b>Noms et Prénoms</b>	<b>Provenance</b>	<b>Structure / Qualité</b>
1	FATOKE S. Clémence	Porto -Novo	DES / MEPS
2	BATCHO Victorine	Cotonou	DPP / METFP
3	YONLONFOUN Irénée	Cotonou	RNPSF
4	ZOUNTCHEME Damien	Porto -Novo	DEP / MEPS
5	HINOUDE Patrice	Porto -Novo	DEM / MEPS
6	AFOUDA GABA Léa	Porto -Novo	Projet EQUIPE
7	DIALLO BARRY Kadiatou	Porto -Novo	Projet EQUIPE
8	DESSOU Séraphin	Cotonou	RNPSF
9	OKOUMASSOUN HOUSSOU Rosemonde	Cotonou	RNPSF
10	MONNOU Dieudonné	Porto -Novo	Projet EQUIPE
11	GOMIDO Alphonse	Porto -Novo	DIP / MEPS
12	COMLANVI H. Marie Odile	Cotonou	DPP / MAEP
13	BASSALE OKRY Ayéman	Porto -Novo	DPP / MEPS
14	CHINCOUN Philomène	Porto -Novo	DPS / MEPS
15	LALEYE Léonard	Cotonou	DPF / MFPSS
16	GRIMAUD Denise	Porto -Novo	DPS / MEPS

17	DANEKE Barnabé	Porto -Novo	Projet EQUIPE
18	ALI BOCO Agnès	Cotonou	RNPSF
19	KANDISSOU BATOKO Foulérath	Porto -Novo	DPS / MEPS